



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 septembre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 26 septembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de me référer à ma lettre du 5 juin 2002 (S/2002/635).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint de la Colombie, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

[Original : espagnol]

**Note verbale datée du 16 septembre 2002, adressée
au Président du Comité du Conseil de sécurité créé
par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

Le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité contre le terrorisme et, se référant à sa lettre du 28 mai 2002, qui transmettait les observations préliminaires du Comité contre le terrorisme au sujet du rapport présenté par la Colombie en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, a l'honneur de lui transmettre les informations complémentaires ci-jointes du Gouvernement colombien en annexe à la présente note verbale (voir pièce jointe).

Appendice

[Original : espagnol]

Rapport complémentaire de la Colombie sur la lutte antiterroriste, présenté en décembre 2001 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité concernant la lutte antiterroriste*

I. Introduction

1. L'État colombien a réitéré son engagement en faveur de la lutte contre le terrorisme international et entrepris de répondre point pour point aux observations préliminaires et questions formulées par le Comité contre le terrorisme pour compléter le rapport présenté au Comité en décembre 2001, en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.
2. De même, il remercie les experts du Comité contre le terrorisme d'avoir soigneusement examiné le rapport en question, ce qui montre bien leur intérêt pour les mécanismes, stratégies et politiques adoptés par la Colombie, qui peuvent contribuer de manière efficace à la prévention et à la répression du terrorisme international.
3. Ainsi, nous fournissons les informations complémentaires demandées en respectant les règles énoncées aux paragraphes 3 à 6 des directives datées du 26 octobre 2001, et en particulier au paragraphe 5, qui concerne la présentation et la soumission des rapports, auxquelles le Gouvernement colombien s'est conformé dans son rapport initial.
4. Le présent rapport complémentaire ne contient aucune annexe confidentielle dont seuls les membres du Comité contre le terrorisme auraient à prendre connaissance, comme le recommandait le Comité dans ces directives.

II. Paragraphe 1

Alinéa a)

Compte tenu des efforts faits par la communauté internationale pour empêcher un usage frauduleux des réseaux bancaires officiels, nous aimerions savoir comment ce problème est pris en compte ou sera pris en compte dans la législation colombienne.

5. Le Code pénal colombien, dans sa section relative au blanchiment d'argent, fixe une obligation de déclaration vis-à-vis de toute transaction suspecte, son article 325 en particulier décrit le délit de défaut de surveillance dans les termes suivants :

« L'employé ou le directeur d'une institution financière ou de coopératives d'épargne ou de crédit qui, dans le but de cacher ou de dissimuler

* Les pièces jointes sont disponibles auprès du Secrétariat où elles peuvent être consultées.

l'origine illicite de fonds, omet de s'acquitter du devoir de diligence exigé par l'ordre juridique pour les transactions en espèces, encourt, pour cette seule infraction, une peine d'emprisonnement... »

6. De même, le décret 663 du Statut de 1993 sur les entités financières, ainsi que la loi 190 de 1995 (Statut anticorruption) mentionnent l'obligation de notification.

7. L'activité des banques « officieuses » sur le territoire colombien est expressément interdite par la législation financière de notre pays. Conformément à l'article 53 du Statut organique du système financier, les personnes qui souhaitent procéder à des transactions relevant du secteur bancaire dans ce pays doivent pour ce faire créer une entité officielle qui doit répondre à toutes sortes de conditions légales et être dûment accréditée par l'organisme de tutelle bancaire.

8. Afin que cette règle juridique soit respectée à tout moment, le Statut organique du système financier mentionné plus haut impose à l'organisme de tutelle bancaire de veiller à ce que nul ne se livre à une activité bancaire de manière irrégulière ou informelle sur le territoire. Pour ce faire, l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 326 du Statut dispose que l'organisme de tutelle bancaire doit, en cas de soupçons, procéder à des visites d'inspection des bureaux ou des locaux où opèrent des personnes susceptibles d'être impliquées dans des activités bancaires officielles ou illicites et prendre des mesures efficaces afin de préserver la confiance dont jouit le système financier colombien auprès du public.

9. L'article 108 du Statut habilite l'organisme de tutelle bancaire, une fois qu'il a la preuve qu'il y a eu exercice officieux de l'activité bancaire, à prendre les mesures conservatoires qu'il jugera bon, et soit ordonner la cessation de l'activité illicite sous peine d'amende, ou prononcer la liquidation de la société et des opérations bancaires entachées d'illégalité.

10. L'organisme de tutelle bancaire effectue en moyenne 30 visites annuelles dans les bureaux des personnes soupçonnées de se livrer à une activité bancaire dans des conditions informelles. Toutes ces visites ne mettent pas toujours en évidence un exercice informel de l'activité bancaire, mais elles ont permis de démanteler de nombreux réseaux officieux.

La Colombie envisage-t-elle d'imposer aux personnes physiques et morales autres que les entités bancaires (à savoir avocats, notaires) l'obligation de déclarer les transactions suspectes qui peuvent avoir un lien avec des activités terroristes?

11. Cette obligation existe bel et bien pour le notaire du fait qu'il exerce une fonction publique.

12. L'État colombien s'est employé à prendre les mesures nécessaires dans ce domaine et a adopté le décret 1957 du 17 septembre 2001 qui régit le devoir de notification des notaires pour les actes juridiques dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions qui peuvent être considérés comme des activités suspectes ayant un lien avec le blanchiment d'argent.

13. Par la suite, l'organisme de tutelle du notariat et de l'enregistrement, en coordination avec la Cellule d'information et d'analyse financière (UIAF), a émis, aux mois de janvier et de mai 2002, les directives 02-01 et 02-7 qui fixent les

critères et les méthodes à utiliser par les notaires pour éviter que des organisations criminelles profitent d'actes notariaux pour se livrer au blanchiment d'argent.

14. Il convient d'indiquer également que, conformément aux dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, le Gouvernement national a, par l'intermédiaire de l'organisme de tutelle bancaire, dans sa circulaire 143 de 2001 à l'intention des représentants officiels des entités sur lesquelles il exerce son autorité, donné des instructions pour que les transactions susceptibles d'être effectuées par des organisations terroristes soient soumises à un contrôle.

Fournir au Comité contre le terrorisme des informations plus détaillées sur les enquêtes criminelles en cours sur des personnes ou des organisations qui recueillent des fonds destinés à financer des actes de terrorisme, et ce, dans le but d'identifier leurs sources de financement.

15. Procédures de déchéance de propriété :

- Décision 015E.D. Luis Felipe Simanca Negrete – Ejército Popular de Liberación (E.P.L.)
- Décision 348E.D. Raul Blanco Uribe – Ejército Popular de Liberación (E.P.L.)
- Décision 544E.D. – Fabio Martínez (Frente 29 de las FARC)
- Décision 670E.D. Arsecio Esteban Solano et Johana Parada Olarte – Frente 59 de las FARC
- Décision 1062E.D. Operación Guaitara (FARC)
- Décision 1261E.D. Rodrigo Bermúdez Molina et José Helber Pacheco López – (FARC)
- Décision 1295E.D. Operación Guaitara (FARC)
- Décision 1124E.D. Luis Domingo Arévalo López (alias Chumingo) – Ejército de Liberación Nacional E.L.N.
- Décision 1196E.D. Alejandro Manuel Arrieta Barrera – Pecho Efique – Ejército Popular de Liberación (E.P.L.) et Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC)
- Décision 348E.D. Prête-noms de l'Ejército Popular de Liberación (E.P.L.)
- Décision 1042E.D. Elías Celis Suárez, Saúl Celis Suárez, Clara Carvajal Aguilar, Arnaldo Pérez Pabón, Luis Ernesto Blanco, Carlos Blanco, Erasmo Tarazona Mayorga et Marlene Mayorga – Ejército de Liberación Nacional (E.L.N.)
- Décision 1196E.D. José Alejandro Arrieta Barrera, Magola Isabel Lozano de Arrieta (E.P.L.)
- Décision 1198E.D. Gonzalo Rodríguez Bautista (E.L.N.)
- Décision 1326E.D. Ricardo Falla Ferro – Mise sous séquestre Edificio Miraflores de Neiva (FARC)

- Décision 1327E.D. Mise sous séquestre Edificio Miraflores de Neiva – Sandy Rocío Villalba Mosquera (FARC)
- Décision 1413E.D. Mariano Marín Cuervo – Bateman Cayon Disidencia M-19
- Décision 1416E.D. Carlos Alfonso Cerpa (FARC)
- Décision 1509E.D. Carlos Enrique Gómez Rodríguez (FARC)
- Décision 1537E.D. Fredy Barros et consorts – Autodefensas Unidas de Colombia AUC
- Décision 1538E.D. Frente 22 de las FARC

16. Enquêtes criminelles :

- Décision 209L.A. Domingo Arévalo López (Alias Chumingo) – Ejército de Liberación Nacional E.L.N.
Infraction : enrichissement illicite
- Décision No 1103L.A. Rapport UIAF « affaire TAXI » (FARC)
Contre : Reinel Guzmán, María Yuri Bolaños, Miller Carvajal, Luis Fernando Calderon, Jairo Escobar Cortes, Oscar Silva, Liliana Zuñiga, Diana Marcela Acosta Perilla
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1366L.A. Primitivo Vazquez Vargas
Infraction : enrichissement illicite
- Décision 331L.A. Frente 45, Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC)
Infraction : enrichissement illicite et blanchiment de fonds
- Décision 350L.A. Ejército Popular de Liberación (E.P.L.)
Infraction : enrichissement illicite
- Décision 351L.A. Ejército Popular de Liberación (E.P.L.)
Infraction : enrichissement illicite
- Décision 1023L.A. Alejandro Manuel Arrieta Barrera – Pecho Efique – Ejército Popular de Liberación (E.P.L.) et Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC)
Infraction : enrichissement illicite
- Décision 1140L.A. Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC) – Bloque Caribe
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1141L.A. Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC) – Bloque Caribe
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1147L.A. Ejército de Liberación Nacional (E.L.N.) – Bloque Caribe. Frente José María Becerra
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1169L.A. Ejército de Liberación Nacional (E.L.N.) et Fuerzas Armadas de Colombia (FARC)
Infraction : blanchiment de fonds

- Décision 1265L.A. Eriberto Carabali Rivera Viveros (Autodefensas Unida de Colombia)
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1422L.A. Javier Alexander Niño Mendez, Hector Avelino Roja Pacheco (FARC)
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1491L.A. Fuerzas Revolucionarias de Colombia (FARC)
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1472L.A. Fuerzas Revolucionarias de Colombia (FARC)
Infraction : blanchiment de fonds
- Décision 1528L.A. Fuerzas Revolucionarias de Colombia (FARC)
Infraction : blanchiment de fonds

Comment la Commission de contrôle des banques vérifie-t-elle que les entités qui relèvent de sa surveillance ont effectivement adopté et mis en oeuvre les mécanismes conçus pour empêcher que les opérations ne soient utilisées pour dissimuler, gérer, investir ou exploiter de l'argent ou d'autres biens provenant d'activités délictueuses ou pour donner une apparence de légalité aux dites activités ou aux transactions et fonds liés à ces activités ?

Procédure utilisée par la Commission de contrôle des banques pour vérifier que les entités sur lesquelles elle exerce une surveillance ont adopté des mécanismes pour prévenir les activités illicites

17. En sa qualité d'organisme de surveillance, la Commission de contrôle des banques dispose de deux outils légaux, dont elle se sert en permanence pour s'acquitter de sa tâche de surveillance et de contrôle des entités financières et qui sont donc aussi le mécanisme auquel elle a recours pour vérifier que les entités financières respectent bien les règles régissant la prévention des activités délictueuses.

18. Le premier de ces outils est la faculté dont elle jouit de publier des directives de caractère général, dont l'objet est d'aider les entités à se conformer comme il convient aux dispositions légales auxquelles elles sont assujetties. Le Statut du système financier impose aux entités qui relèvent de la surveillance de la Commission de contrôle des banques l'obligation générale de mettre en place des mécanismes appropriés de contrôle des activités délictueuses. Comme elle en a la faculté, la Commission a envoyé plusieurs circulaires externes exposant en détail les dispositions légales en la matière, qui, en résumé, font obligation aux entités relevant de sa surveillance d'adopter et d'appliquer un système intégral de prévention du blanchiment des actifs (SIPLA).

19. Le deuxième outil dont dispose la Commission de contrôle des banques pour vérifier que les entités relevant de sa surveillance ont effectivement adopté ce système et qu'il fonctionne bien est ce que l'on appelle l'inspection sur place. La Commission effectue régulièrement des visites d'inspection au siège des entités relevant de sa surveillance et fait généralement figurer dans la liste des points à vérifier ceux qui concernent la prévention des activités délictueuses. Ceci sans préjudice des multiples visites auxquelles elle procède dans le seul but de vérifier

que les règles en question sont bien respectées. Elle exerce ainsi un contrôle permanent sur la qualité des systèmes de prévention que toutes les entités relevant de sa surveillance doivent avoir mis en place conformément à la loi.

Quelles sont les sanctions dont sont passibles les entités qui n'adoptent pas les mécanismes mentionnés, ou qui ne sont pas en conformité avec eux, ou qui adoptent des mécanismes insuffisants pour prévenir et supprimer le financement des actes de terrorisme ?

Régime général

20. L'article 65 du Code de procédure pénal prévoit ce qui suit :

« Retrait de la personnalité juridique des associations ou organisations qui se livrent à des activités délictueuses, ou fermeture de leurs locaux ou établissements ouverts au public. Lorsque le magistrat constate, à quelque stade que ce soit de la procédure, que des personnes morales, associations ou organisations, se sont livrées entièrement ou partiellement à des activités délictueuses, il ordonne à l'autorité compétente de procéder, avant l'exécution des dispositions légales prévues en la matière, au retrait de leur personnalité juridique ou à la fermeture de leurs locaux ou établissements ouverts au public. »

21. Par ailleurs, l'article 324 du Code pénal, relatif aux circonstances aggravantes, stipule que les peines privatives de liberté prévues dans l'article qui punit le blanchiment d'actifs seront augmentées du tiers à la moitié lorsque l'auteur de l'infraction sera une personne appartenant à une personne morale, association ou organisation qui se livre au blanchiment d'actifs et de la moitié aux trois quarts lorsque le comportement sera le fait des dirigeants, des administrateurs ou des gérants desdites personnes morales, association ou organisation.

Sanctions dont sont passibles les entités qui s'abstiennent d'adopter des mécanismes

22. En ce qui concerne le non-respect des règles relatives à la prévention des activités délictueuses, les entités qui ne donnent pas suite aux dispositions en la matière sont passibles d'amendes pouvant aller jusqu'à un milliard six cent millions de pesos (1 600 000 000 pesos, soit approximativement 620 000 dollars des États-Unis) ; les administrateurs de ces entités sont passibles d'amendes personnelles pouvant aller jusqu'à 80 millions de pesos (80 000 000 de pesos, soit environ 30 000 dollars des États-Unis). En outre, la Commission de contrôle des banques peut ordonner aux entités d'affecter jusqu'à un milliard six cent millions de pesos (1 600 000 000 de pesos, soit environ 620 000 dollars des États-Unis) à la mise en place des mécanismes voulus.

Veuillez décrire les mécanismes qui ont été mis en pratique conformément aux dispositions de l'article 102, paragraphe 1, du Statut du système financier.

Mécanismes mis en pratique conformément aux dispositions de l'article 102, paragraphe 1, du Statut du système financier

23. En application dudit article, la Commission de contrôle des banques a publié les directives contenues à la section 6 du chapitre 9 du Titre premier de la circulaire No 7 de 1996. La circulaire fait obligation aux entités concernées d'adopter et de mettre en pratique les mécanismes ci-après, qui, en fait, correspondent au SIPLA mentionné plus haut ; ces mécanismes sont applicables dans les domaines suivants :

1. Connaissance des clients
2. Connaissance du client dans le cas des groupes financiers
3. Connaissance du marché
4. Contrôle des opérations au moyen :
 - a. De la segmentation du marché
 - b. Du regroupement des opérations par client
 - c. De signaux d'alerte
 - d. Des progrès technologiques
5. Détection des opérations inhabituelles et enquêtes sur les opérations suspectes
6. Contrôle des transactions en espèces
7. Organisation interne de l'information
8. Formation
9. Rapports :
 - a. Rapports relatifs aux transactions en espèces
 - b. Rapport de synthèse à la Commission de contrôle des banques
 - c. Rapport de synthèse dans les cas où sont conclus des contrats d'utilisation de réseau
 - d. Rapport sur les transactions suspectes à la Cellule administrative spéciale d'informations et d'analyses financières pour la lutte contre le blanchiment d'actifs du Ministère des finances et du crédit public
 - e. Rapport sur les opérations que l'entité a refusé d'exécuter
10. Code de conduite
11. Manuel de procédure
12. Audit des mécanismes de contrôle, à savoir :
 - a. Vérification de l'exécution
 - b. Audit interne
 - c. Vérification fiscale
13. Conservation des documents

La Colombie compte-t-elle obliger juridiquement les entités à signaler les opérations soupçonnées d'être destinées à financer des actes de terrorisme en ce qui concerne la gestion des fonds, patrimoines ou ressources économiques qui ne sont pas liés à des activités de blanchiment d'argent, par exemple ceux dont la provenance est légale ?

24. Le Rapport sur les opérations suspectes (ROS) est considéré comme le fondement du travail de la Cellule administrative spéciale d'informations et d'analyses financières (UIAF). Le Rapport fait état d'une opération dont l'ampleur ou les caractéristiques sont sans commune mesure avec l'activité économique de la personne, dépassent les paramètres de normalité fixés pour déterminer le niveau du marché et au sujet de laquelle il existe des doutes sérieux, des indices ou une certitude que son origine est liée à des activités illicites.

25. Les ROS sont remis directement à l'UIAF par chacune des entités qui ont l'obligation de communiquer ces informations, conformément aux instructions des entités chargées de l'inspection, de la surveillance et du contrôle¹. Il y a lieu de souligner que les informations données dans les ROS qui proviennent d'entités publiques ou privées ou de personnes physiques n'ont pas le caractère de preuves ni de dénonciations et ne pourront être utilisées que pour le travail de centralisation, de systématisation et d'analyse auquel se réfère l'article 3 de la loi 526 de 1999.

26. C'est à partir de la centralisation, de la systématisation, de l'évaluation et de l'analyse des ROS que l'UIAF établit des rapports de renseignements financiers, qui sont remis à la Fiscalía General de la Nación, qui décide des suites judiciaires à y donner.

Au sujet de l'intention exprimée dans le document intitulé « El Camino hacia la Paz y la Estrategia contra el Terrorismo » de restreindre les dispositions relatives au secret bancaire, veuillez faire savoir au Comité quelles mesures législatives ont été prises en vue d'interdire les comptes anonymes ou les comptes qui figurent sous des noms manifestement fictifs.

27. Pour donner suite au document intitulé « El Camino hacia la Paz y la Estrategia contra el Terrorismo », le Gouvernement étudie actuellement la possibilité d'adopter des règles visant à limiter le secret bancaire, de telle sorte que cette formule ne puisse devenir un moyen d'échapper à la justice et de commettre des infractions. L'obligation de réserve bancaire devient alors un droit qui trouve ses limites dans l'intérêt public représenté par les enquêtes judiciaires que met en mouvement la commission d'actes délictueux.

28. Le Ministère de la défense participe aux travaux du Comité du Centre de coordination de la lutte contre les groupes d'autodéfense illégaux et du Comité interinstitutions de la lutte contre le financement de la guérilla en vue d'affaiblir la

¹ Commission de contrôle des banques, Commission de contrôle du notariat et du registre, Commission de contrôle de l'industrie et du commerce, Commission de contrôle des sociétés, Commission de contrôle des valeurs, Commission de contrôle de la santé, Commission de contrôle de l'emploi et de la solidarité et Direction des impôts et des douanes.

structure financière de la guérilla et de diminuer ainsi sa capacité d'opération et, partant, d'inhiber son activité terroriste.

29. Par ailleurs, par la résolution 3 du 7 juin 2002, le Conseil d'administration de la Banque de la République a fixé de nouveaux contrôles applicables aux personnes, autres que les intermédiaires du marché des changes, dont la profession est de vendre des devises. La Direction des impôts et des douanes (DIAN) est chargée de veiller à la bonne application de ces règles et d'en sanctionner le non-respect.

30. En outre, le régime des échanges, tel que l'a réglementé le Conseil d'administration de la Banque de la République (résolution 8, de 2000), contient diverses règles qui contribuent à la prévention du blanchiment d'actifs et du financement du terrorisme.

6. Alinéa b)

Étant donné que la Colombie prend actuellement les mesures nécessaires pour ratifier la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, les autorités compétentes sont-elles disposées à introduire dans la législation pénale les modifications voulues pour donner effet aux dispositions de cet alinéa?

31. Le projet de loi relatif à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme a été approuvé par le Sénat, siégeant en séance plénière, le 20 juin dernier, après avoir été approuvé par la Commission compétente le 29 mai 2002. À l'issue des débats actuellement en cours à la Chambre des représentants, le processus législatif sera terminé. La loi devra ensuite être approuvée par le Président de la République et examinée par la Cour constitutionnelle. Il sera alors possible de déposer l'instrument de ratification.

32. En ce qui concerne la demande formulée par le Conseil de sécurité au paragraphe 1 b) de sa résolution 1373 du 13 septembre 2001, à savoir « ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme », à part les infractions de terrorisme ou d'entente en vue de commettre des actes délictueux à des fins terroristes que prévoit actuellement la loi 599 de 2000 – Code pénal –, une importante modification a été apportée à l'article 345 du Code pénal, dans lequel a été érigée en infraction l'administration de ressources liées à des activités terroristes², ce qui autorise désormais à sanctionner ceux qui participent à ce comportement criminel en lui apportant un appui économique.

33. Nonobstant ce qui précède, lorsque la procédure interne qui doit permettre à la Colombie de devenir partie à la Convention sera arrivée à son terme, le Gouvernement est disposé à présenter les projets de loi qui seront nécessaires pour

² Ladite disposition prévoit ce qui suit :

Article 345. *Administration de ressources liées à des activités terroristes. Quiconque administre de l'argent ou des biens liés à des activités terroristes est passible d'une peine de prison de six (6) à douze (12) ans et d'une amende de deux cents (200) à dix mille (10 000) salaires minimums légaux mensuels au taux en vigueur.*

mettre la législation colombienne en conformité avec les dispositions de cet instrument et d'autres instruments internationaux et procède actuellement aux études nécessaires à cette fin.

7. Alinéa c)

Veuillez décrire les dispositions qui sont actuellement prises ou qu'il est prévu de prendre pour geler les biens ou les avoirs financiers, etc. de personnes ou d'entités soupçonnées de soutenir des activités terroristes, autres que les dispositions prévues dans ces cas-là lorsqu'il s'agit exclusivement de blanchiment d'argent.

34. Bien qu'il n'existe pas dans notre législation de procédures spéciales pour « geler » les biens ou actifs financiers de personnes ou d'entités soupçonnées de soutenir des activités terroristes, les actifs dont il est établi qu'ils sont liés à des activités délictueuses, au nombre desquelles le terroriste, peuvent faire l'objet d'une **confiscation** dans le cadre d'un procès pénal, conformément aux dispositions de l'article 67 du Code de procédure pénale³.

³ Article 67. *Confiscation. Les instruments et effets qui ont servi à réaliser des activités punissables ou qui proviennent de leur exécution, et qui ne sont pas en vente libre, seront confisqués par le Procureur général de la République ou l'entité qu'il désignera, à moins que la loi n'en prévoie la destruction ou une affectation différente. La même mesure s'applique aux actes dolosifs (delitos dolosos), lorsque les biens qui sont en vente libre et appartiennent à celui qui est responsable pénalement sont utilisés pour réaliser des activités punissables ou proviennent de leur exécution.*

Dans le cas des actes délictueux intentionnels (delitos culposos), les véhicules automobiles, navires ou aéronefs, toute unité montée sur roues et les autres objets qui sont en vente libre seront soumis à des expertises techniques dans les dix (10) jours ouvrables à compter du moment où ils auront été mis à la disposition du fonctionnaire et seront remis provisoirement au propriétaire ou au détenteur légitime, sauf s'il a été demandé et décrété de les mettre sous embargo ou sous séquestre. Toutefois, les véhicules de services publics collectifs pourront être remis, à titre de dépôt provisoire, au représentant légal de l'entreprise dont ils relèvent avec obligation de rendre compte sur les sommes perçues et remboursées lorsque le magistrat en décidera ainsi. En pareil cas, il ne sera pas procédé à la remise tant qu'une décision définitive n'aura pas été prise à leur sujet.

La remise sera définitive lorsque le paiement des dommages sera garanti, que des biens du prévenu auront été saisis en quantité suffisante pour couvrir le paiement desdits dommages ou qu'il se sera écoulé un an depuis la réalisation des faits sans que le bien ait fait l'objet d'une mesure de confiscation.

Lors des enquêtes relatives à des atteintes à la propriété intellectuelle, aux droits d'auteur et à la propriété industrielle ou concernant des affaires de corruption, de falsification, d'altération, d'imitation ou de simulation de produits qui mettent en péril la vie ou la santé des personnes, les produits ou marchandises, les publications, spécimens, reproductions, moules, planches, matrices, négatifs, bandes magnétiques, pochettes ou étiquettes confisqués seront soumis à une expertise et, une fois établi leur caractère illégal par ce moyen, seront détruits par les autorités de police judiciaire en présence du magistrat et, le cas échéant, de la partie civile.

Les biens saisis, destinés directement ou indirectement à la production, à la reproduction, à la diffusion, au transport ou à la commercialisation des exemplaires ou produits illicites, pourront faire l'objet de mesures d'embargo et de séquestre ou être confisqués d'office et, après évaluation, ceux qui ne doivent pas être détruits seront attribués dans le jugement de condamnation aux personnes lésées par le comportement punissable à titre d'indemnisation ou seront vendus aux enchères à cette fin.

35. Ainsi, dans tous les cas de comportement délictueux lié au financement, au soutien ou à l'administration d'activités terroristes qui sont qualifiées de délictueuses par le droit colombien, l'objet matériel du délit serait les capitaux ou les biens destinés à ces activités, ce qui constitue une raison suffisante pour que l'État puisse s'en saisir au moyen de la procédure de confiscation dans le cadre du procès pénal.

36. La loi 333 de 1996 (annexe) relative à la déchéance du droit de propriété prévoit, au paragraphe 4 de son article 2, que la déchéance du droit de propriété est prononcée dans le cas des biens qui, directement ou indirectement, sont utilisés « comme moyen ou instrument pour commettre des actes délictueux ou sont destinés à les commettre, à moins qu'ils ne fassent l'objet d'une mesure de confiscation ou de saisie ordonnée dans le cadre du procès pénal ou par une décision ferme ».

37. Étant donné que le « gel⁴ » suppose la limitation du droit de propriété, tout ce qui touche ou limite ce droit doit se faire par décision judiciaire, au moyen soit d'une mesure conservatoire en vue d'une confiscation pénale, soit d'une mesure conservatoire en vue de la déchéance du droit de propriété, conformément à la loi 333 de 1996.

38. Il y a lieu de signaler en outre que les règles relatives à la « prévention du blanchiment d'actifs » sont en réalité et par disposition légale des règles sur la « prévention d'activités délictueuses », de telle sorte que les entités qui font l'objet d'une surveillance de la part de la Commission de contrôle des banques sont tenues, conformément à ces mêmes règles légales, de prévenir le financement d'actes de terrorisme ou la dissimulation des ressources provenant d'actes de terrorisme ou destinées à les financer.

Quelles sont les personnes ou les autorités autorisées à demander la confiscation ou la déchéance du droit de propriété en application des dispositions du paragraphe à l'étude et quelle est l'autorité actuellement autorisée à ordonner le gel de fonds?

39. En Colombie, seules les autorités judiciaires (juges et procureurs) peuvent ordonner la confiscation, la saisie, etc., de fonds.

40. C'est le juge qui, dans la sentence, se prononce en définitive sur la confiscation ou la déchéance du droit de propriété.

41. En outre, avant le début de l'enquête préliminaire, que ce soit dans le cadre du procès pénal ou dans le cadre d'une procédure de déchéance du droit de propriété, le Procureur général, en tant qu'autorité judiciaire, a la faculté d'ordonner la confiscation de fonds ou d'actifs. S'il est établi que le bien est lié à l'activité délictueuse, l'ordre peut être donné immédiatement. Dans le cas où il n'y a pas de

Une fois saisis, les biens ou produits visés aux articles 300, 306, 307, 372, 373 et 374 du Code pénal, seront soumis à une expertise judiciaire et, une fois établi leur caractère illégal par ce moyen, seront détruits par les autorités de police judiciaire en présence du magistrat. »

⁴ Comme on l'a dit, le terme « gel » n'est pas consacré dans notre législation. Toutefois, il s'entend de ce qui touche ou limite le droit de propriété au moyen d'une mesure préventive. Plusieurs termes sont utilisés sans distinction comme synonyme de gel : saisie, confiscation, embargo, séquestre, occupation ou suspension du pouvoir de disposer.

preuve suffisante, notre législation prévoit, tant lors d'un procès pénal que lors d'une procédure de déchéance du droit de propriété, une étape préliminaire de six (6) mois, pendant laquelle doivent être réunis les éléments de jugement nécessaires pour étayer l'ordre de confiscation.

Quel est le délai légal dont disposent les autorités compétentes pour autoriser ou refuser l'ordre de gel de fonds et combien de temps prendrait en pratique le gel desdits fonds?

42. Dès que l'enquête préliminaire est commencée, que ce soit dans le cadre d'un procès pénal ou d'une procédure de déchéance du droit de propriété, le Procureur général, en tant qu'autorité judiciaire, a la faculté d'ordonner le « gel » de fonds ou d'actifs.

43. S'il est établi que le bien est lié à l'activité délictueuse, la confiscation ou « gel » peut être ordonnée immédiatement. Dans le cas où il n'y a pas de preuve suffisante, notre législation prévoit, tant lors d'un procès pénal que lors d'une procédure de déchéance du droit de propriété, une étape préliminaire de six (6) mois, pendant laquelle doivent être réunis les éléments de jugement nécessaires pour étayer l'ordre de « gel ».

8. Alinéa d)

De quelle façon le système de renseignement financier s'assure-t-il que les fonds reçus par des associations ne sont pas détournés de leur utilisation déclarée au profit d'activités terroristes?

44. L'UIAF a organisé des réunions avec les cellules de renseignement financier d'autres pays pour échanger des informations, échange qui contribue aux vérifications déjà effectuées notamment compte tenu des nouvelles dispositions internationales prises contre les groupes terroristes colombiens et d'autres organisations en marge de la loi.

45. De même, les accords signés avec Interpol dans ce domaine contribuent aux échanges opportuns d'informations avec d'autres pays sur les mouvements de fonds suspects, mais les institutions nationales doivent encore coopérer en fournissant les informations nécessaires pour diligenter les enquêtes menées avec d'autres pays.

46. À cet égard, il convient de signaler que l'UIAF a pris contacts avec d'autres autorités pour se pencher sur ce problème.

47. Il faut que notre pays reçoive des informations en retour des pays ayant mis en place des mécanismes d'enquête sur les fonds reçus par les associations, les organisations non gouvernementales et les organisations à but non lucratif afin d'éviter que ces fonds ne soient détournés à des fins terroristes. À cet égard, le Gouvernement colombien est extrêmement reconnaissant au Comité contre le terrorisme de son assistance.

Veuillez préciser comment la signature de conventions et l'échange d'informations entre cellules de renseignement financier a contribué à mieux faire connaître certaines des techniques utilisées par les groupes terroristes pour financer leurs activités, et facilité la localisation de leurs fonds et leur confiscation comme mentionné au paragraphe 71 du rapport de la Colombie.

48. Faute de convention et de protocole spécial, dans certains cas, des alliances stratégiques ont été constituées et des échanges d'informations organisés entre cellules de renseignement financier des organes de l'État, qui ont contribué de la manière suivante à l'élimination du financement des organisations terroristes :

- Identification des méthodes criminelles utilisées par les groupes terroristes pour blanchir les fonds;
- Mise en place de procédures d'enquête sur la structure financière de ces organisations et application d'instruments souples pour affaiblir leur pouvoir économique;
- Exploitation commune des bases de données existantes au sein des différents services d'enquête et de renseignements de façon à éviter les doubles emplois et diligenter les enquêtes en cours;
- Échange d'informations sur le déroulement des enquêtes portant sur les infractions financières dans le but d'identifier et de geler les fonds des organisations terroristes;
- Utilisation des ressources matérielles et humaines nécessaires à la poursuite des enquêtes;
- Information sur les instruments juridiques existants dans le cadre de la lutte contre cet type de criminalité comme la loi relative à la déchéance de propriété (loi No 333 de 1996);
- Formation et information en retour communes des fonctionnaires des différents services d'enquête au sujet des nouvelles techniques utilisées par les organisations criminelles.

49. D'autre part, depuis juin 2000, l'UIAF fait partie du groupe Egmont⁵ dont la mission est d'échanger des renseignements financiers. Par l'intermédiaire d'un groupe de travail, il a ces derniers mois recueilli des informations sur les différentes typologies de blanchiment de fonds liés au terrorisme et ses travaux ont été communiqués pour examen à tous ses membres.

Dans ce contexte, veuillez expliquer quels accords ont servi à localiser les fonds suspects et à les confisquer.

⁵ Groupe officieux qui réunit actuellement 69 cellules de renseignements financiers du monde. Il convient de noter que la Colombie vient d'être élue vice-présidente du groupe Egmont, ce qui est une marque de reconnaissance internationale du travail accompli par l'UIAF colombienne depuis sa création toute récente.

50. Les accords qui existent dans la pratique entre les institutions de l'État qui fournissent les informations nécessaires à l'ouverture des enquêtes et la Direction de la police judiciaire se fondent sur les conventions d'échange d'informations qui permettent l'accès aux bases de données suivantes par le biais de terminaux de consultation, :

- Asobancaria « CIFIN »;
- Chambre de commerce de district;
- Organisme de tutelle des entreprises;
- Organisme de tutelle de la santé;
- Cadastre de district;
- Service d'enregistrement national;
- Ministère du commerce extérieur;
- Centre d'information sur les activités criminelles « CISAD ».

51. Au niveau international, il convient également de mentionner que, depuis le 11 septembre 2001, le groupe Egmont a organisé des consultations entre toutes les cellules de renseignements au sujet des typologies de blanchiment d'avoirs liés aux activités terroristes. Dans ce contexte, il convient de mentionner que notre pays n'a eu accès à ces informations que par l'intermédiaire de ce groupe qui a collaboré avec le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux à l'élaboration des huit recommandations spéciales concernant le financement du terrorisme et du rapport sur les typologies du blanchiment de l'argent du terrorisme publiés par cet organisme international dont certaines figuraient dans son rapport de 2001.

52. Enfin, il convient de mentionner les 15 échanges d'informations auxquels la Colombie a procédé par l'intermédiaire du Groupe, échanges qui portaient sur la localisation de personnes, entreprises, groupes de personnes ou d'entreprises susceptibles de financer le terrorisme international.

III. Paragraphe 2

9. Alinéa a)

Compte tenu des articles 365 et 366 du Code pénal relatifs au port d'armes, veuillez expliquer pourquoi leur portée a dû être limitée sur le territoire des 59 municipalités visées au paragraphe 55 du rapport de la Colombie.

53. La Constitution politique prévoit que le Président de la République, en tant que chef de l'État, chef du Gouvernement et autorité suprême de l'administration, a entre autres fonctions celle d'assurer le maintien de l'ordre public sur tout le territoire national et de rétablir cet ordre lorsqu'il a été perturbé.

54. C'est ainsi que la suspension du permis de port d'arme peut être décrétée par le Président de la République, dans l'exercice de ses compétences constitutionnelles en tant que protecteur de l'ordre public et de la sécurité nationale à charge pour les autorités militaires compétentes de la faire respecter. Les mesures de restriction du

port d'arme ont été appliquées dans tout le pays de façon temporaire à l'occasion de manifestations telles que des élections, grèves, manifestations, matchs de football, etc.

55. D'autre part, il appartient au maire, en tant qu'autorité suprême de la police municipale, de concevoir et de mettre en place des plans et stratégies intégrés de sécurité civile et de maintien de l'ordre en fonction des besoins et des circonstances propres à sa municipalité.

56. S'agissant du contrôle des armes, les maires, même s'ils sont les chefs de l'administration et l'autorité suprême de la police au niveau municipal, ne sont autorisés par la loi qu'à procéder, par l'intermédiaire de la police, à la saisie et à la remise des armes aux autorités compétentes pour qu'elles prennent les mesures prévues en cas d'infraction et prononcent la confiscation de ces armes.

57. Les autorités militaires visées par le décret 2535 de 1993 ont quant à elles compétence pour suspendre de façon générale les permis de port d'armes en application du décret en question, soit d'office soit à la demande des maires ou des gouverneurs.

58. Cela étant, pour assurer le maintien de l'ordre dans les zones urbaines, il faut que les maires et les autorités militaires compétentes agissent de façon coordonnée.

59. Les restrictions imposées sont par conséquent subordonnées à l'accomplissement du devoir constitutionnel qui revient aux autorités administratives nationales et des entités territoriales de protéger la vie, l'honneur, les biens, les croyances et les autres droits et libertés des ressortissants nationaux.

60. Le grand nombre d'homicides commis dans le pays impose d'appliquer des mesures de caractère général qui visent à limiter le port d'armes. D'après une étude du Ministère de la défense nationale, « les mesures visant à limiter le port d'armes ont pour but de rendre plus difficile la commission des homicides et de décourager la délinquance liée à l'homicide dans le pays. Une mesure de restriction du droit de port d'armes a pour conséquence : i) dans le cas de la violence impulsive, d'empêcher que les situations susceptibles de déboucher sur un homicide ne dégénèrent; et ii) dans le cas de la délinquance, de rendre plus difficile la commission de crimes au moyen d'armes car elle rend plus probable la confiscation des armes illégales⁶ ».

61. C'est la raison pour laquelle, dans le but de favoriser l'adoption de stratégies de lutte anticrime qui visent à réduire la fréquence des homicides, des vols qualifiés et des atteintes aux personnes, le Gouvernement national a pris la décision d'autoriser, par le biais de la directive présidentielle No 006, du 15 juillet 1999, les maires des 59 municipalités où la criminalité liée aux armes à feu était la plus élevée, à demander aux autorités militaires de suspendre de façon générale et prolongée le droit du port d'armes au sein de la population civile des principales municipalités. Au début, la directive prévoyait que cette mesure s'appliquerait dans les 59 municipalités en fin de semaine, entre 21 heures et 4 heures du matin. Cette restriction ne s'applique encore qu'à certaines des principales villes et municipalités du pays, et uniquement à leur centre.

⁶ Dans : *Contrôle d'armes et homicide en Colombie*, Ministère de la défense nationale, République de Colombie, juin 2001.

62. Des mesures identiques ont été prises par différentes administrations locales, comme celle de Bogota, ville qui, ayant eu recours à de telles méthodes à quatre reprises entre 1994 et 1999, a réussi à réduire de plus de 14 % le taux des homicides.

Existe-t-il en Colombie une disposition légale quelconque qui interdise l'acquisition d'armes à feu sans autorisation (notamment au stade de la vente)?

63. L'acquisition d'armes à feu sans autorisation est interdite en Colombie, conformément à la Constitution nationale dont l'article 233 est libellé comme suit :

« Seul le Gouvernement peut introduire et fabriquer des armes, des munitions de guerre et des explosifs. Nul ne peut en posséder ou en porter sans y avoir été autorisé par l'autorité compétente. Cette autorisation est suspendue en cas de participation à une réunion politique, à des élections, aux réunions de sociétés publiques ou assemblées, soit pour y intervenir ou pour y assister.

Les membres des forces nationales de sécurité et autres corps armés officiels de caractère permanent, créés ou autorisés par la loi, pourront porter des armes sous le contrôle du Gouvernement, conformément aux principes et aux procédures fixés par la loi. »

64. Ainsi, la Charte politique stipule que seul l'État a le pouvoir de délivrer des permis autorisant la possession ou le port d'armes par des particuliers.

65. En outre, le Gouvernement aux termes du décret-loi No 2535 de 1993, réglemente la possession, le port, la commercialisation, la fabrication et l'utilisation des armes, munitions et explosifs sur le territoire national. L'article 20 du décret en question prévoit que « chacune des armes présentes sur le territoire national qui est aux mains de particuliers doit faire l'objet d'un permis de possession ou de port, qui est délivré par l'autorité militaire compétente ». C'est-à-dire que seul l'État est habilité à autoriser leur port ou leur possession.

66. Ainsi, les articles 365 et 366 du Code pénal interdisent le port d'armes de défense personnelle et d'usage réservé aux forces armées. Ces règles ne sont sujettes à aucune limitation dans le temps et s'appliquent en permanence.

Quelles sont les sanctions existantes ou prévues pour sanctionner le port illégal d'armes?

67. Conformément à la loi No 599 de 2000, instituant le nouveau Code pénal, et notamment à ses articles 365 et 366, des peines d'emprisonnement allant d'un à quatre ans peuvent être imposées contre toute personne qui, sans l'autorisation de l'autorité compétente, importe, trafique, fabrique, transporte, stocke, distribue, vend, fournit, répare ou porte des armes à feu de défense personnelle, des munitions ou des explosifs, la peine étant doublée lorsque l'infraction a été commise dans les circonstances suivantes :

1. Utilisation d'engins motorisés
2. Armes dont l'origine est illicite

3. Résistance violente aux ordres des représentants de la loi
4. Utilisation de masques ou d'autres moyens visant à modifier son apparence ou dissimuler son identité.

68. De même, l'article 366 impose des peines d'emprisonnement allant de trois à 10 ans à quiconque, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de l'autorité compétente, importe, trafique, fabrique, répare, conserve, acquiert, fournit ou porte des armes ou des munitions dont l'usage est réservé aux forces armées.

<p>Veuillez décrire le régime de contrôle des exportations d'armes en Colombie.</p>
--

69. Conformément aux renseignements communiqués par l'Industrie militaire (INDUMIL), depuis 10 ans, la Colombie n'exporte plus de matériel militaire à l'exception de quelques fabricants de fusil.

70. Ainsi, le décret No 2535 de 1993 dispose, à son article 57, que « Seul le Gouvernement national peut importer ou exporter des armes, des munitions, des explosifs ou des éléments de ces armes, munitions ou explosifs, conformément à la réglementation adoptée par le Gouvernement national par l'intermédiaire du Ministère de la défense nationale ».

71. De même, le décret réglementaire No 1809 de 1994, à son article 19, prévoit que : « pour donner effet aux dispositions de l'article 57 du décret No 2535 de 1993, le Gouvernement national, par le biais de l'Industrie militaire, peut importer et exporter les armes, munitions et explosifs, destinés à des personnes physiques ou morales, dont il a besoin, à condition de satisfaire aux critères suivants :

A) Personnes morales colombiennes ou étrangères :

1. Demande justifiée avec mention des éléments suivants :
 - a) Type et quantité de matériel à importer (exporter);
 - b) Lieu d'origine;
 - c) Lieu d'arrivée;
 - d) Destination finale (lieu de fourniture);
 - e) Concentration des explosifs (%);
 - f) Nom du consignataire;
 - g) Nom de l'exportateur;
 - h) Usage auquel est destiné le matériel;
2. Attestation d'existence et de représentation légale
3. Avis favorable de l'autorité militaire compétente
4. Avis favorable de l'Industrie militaire

B) Personnes physiques colombiennes ou étrangères :

1. Demande écrite accompagnée des justificatifs suivants :
 - a) Extrait de casier judiciaire récent et livret militaire;

b) Avis favorable du commandant de brigade de l'unité tactique, de la base navale ou de la base aérienne dépendant du lieu de résidence. »

10. Alinéa b)

Pourquoi l'échange d'informations avec d'autres pays dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité internationale se limite-t-il à des informations considérées comme non confidentielles?

72. Des informations classées sont échangées dans le cadre d'Interpol « exclusivement à des fins policières ou judiciaires », de sorte que les forces de police d'autres pays peuvent les utiliser pour ouvrir ou poursuivre une enquête ou pour s'en servir dans le cadre de procédures judiciaires.

73. Dans de rares cas, des informations classées comme confidentielles sont échangées, afin de permettre aux fonctionnaires de services homologues de faire les vérifications voulues et d'obtenir davantage de renseignements sur une affaire donnée.

Veillez communiquer au Comité contre le terrorisme des informations concernant le mécanisme de coopération interinstitutionnelle avec les autorités responsables du contrôle des stupéfiants, du suivi des opérations financières et de la sécurité, en particulier en ce qui concerne les contrôles aux frontières visant à prévenir les mouvements de terroristes.

74. En ce qui concerne le mécanisme de coopération interinstitutionnelle avec les autorités responsables du contrôle des opérations financières, notamment les contrôles aux frontières pour prévenir les mouvements de terroristes, l'échange d'informations s'effectue entre des entités étatiques comme le Ministère des relations extérieures, l'Aviation civile, la Division étrangère du Département administratif de sécurité (DAS), la Direction des impôts et des douanes nationales (DIAN), la Direction générale des banques et l'UIAF, aux fins d'empêcher la circulation, le blanchiment et l'investissement de capitaux provenant d'activités criminelles effectués en marge du système financier colombien.

75. De même, des informations sont échangées avec d'autres entités comme Interpol et les services de renseignements des ambassades qui se trouvent dans le pays, afin d'en savoir plus sur les antécédents et les mouvements de personnes qui opèrent en marge de la loi et de réaliser des opérations conjointes au niveau international.

11. Alinéa c)

Veillez donner au Comité contre le terrorisme des informations sur les progrès accomplis concernant le projet de modification de l'article 143 de la réglementation relative aux migrations.

76. Le décret 2107 (2001) réglementant la délivrance de visas, le contrôle et la régularisation de la situation des étrangers ainsi que d'autres questions relatives à l'immigration a été modifié par le décret 1384 (2002). Le décret 1384 vise à doter le Département administratif de sécurité (DAS) des instruments juridiques nécessaires pour s'acquitter des fonctions qui lui incombent en sa qualité d'autorité responsable des migrations.

77. Une de ces fonctions consiste à tenir un registre d'identification des étrangers afin d'exercer un contrôle sur ceux d'entre eux qui ont subi des condamnations n'entraînant pas l'expulsion du territoire national.

78. Le décret 1384 (2002) dispose que les documents du DAS qui concernent les étrangers perdent leur caractère confidentiel s'ils sont demandés par « l'intéressé ou par un de ses collatéraux jusqu'au quatrième degré de consanguinité, au deuxième degré d'affinité et au premier degré, c'est-à-dire par le conjoint ou le concubin reconnu comme tel » [par. A) décret 2107 (2001) modifié par le décret 1384 (2002)].

79. Il convient en outre de mentionner une disposition de l'article 118 du même décret qui prévoit que les titulaires d'une carte d'étranger doivent obligatoirement la faire renouveler tous les cinq ans.

80. Enfin, nous mentionnerons le paragraphe 10 du décret 2107 (2001), qui dispose que lorsqu'une condamnation n'entraînant pas l'expulsion du territoire national a été prononcée contre un étranger, le Directeur du DAS peut néanmoins ordonner, par décision dûment motivée, l'expulsion de l'intéressé du territoire national.

12. Alinéa d)

Eu égard à l'affirmation selon laquelle la police nationale coordonne son action avec celle des forces de police de pays voisins pour échanger des informations et prévenir les actes de terrorisme dans les zones frontalières, veuillez indiquer quelles législations ou procédures existent pour empêcher que des terroristes n'agissent à partir du territoire colombien contre d'autres États et leurs habitants.

81. Lesdits mécanismes s'inscrivent dans le cadre d'accords conclus entre les hauts fonctionnaires concernés ou les ministres des affaires étrangères et ont pour objectif de renforcer la lutte contre les agents générateurs de violence, ainsi que la sécurité, la coopération et la confiance mutuelle entre les institutions policières et les organismes de droit international en général.

82. Lors des réunions qu'ils organisent, les organismes intéressés traitent de sujets d'ordre général qui donnent lieu à des recommandations et à des accords dits « confidentiels » afin de renforcer la lutte contre la criminalité, chaque pays en ce qui le concerne. Les thèmes d'ordre général comportent les aspects suivants :

- Échange d'informations entre services de renseignements;
- Échange d'idées et de données d'expérience concernant la lutte contre les agents générateurs de violence;
- Échange de stagiaires et d'instructeurs dans le cadre de stages de formation et d'entraînement;

- Opérations militaires simultanées et coordonnées;
- Échange de publications sur des questions militaires;
- Voies de communication entre le Commandement et les unités militaires;
- Coopération technico-logistique;
- Mesures de confiance mutuelle;
- Actions conjointes civiles et militaires;
- Points de la situation concernant le trafic de drogues, le terrorisme, la délinquance ordinaire et la criminalité organisée.

83. La Colombie a mis au point une série de mécanismes dans le cadre des mesures de confiance et de sa coopération avec les pays limitrophes et les pays de la région. Il s'agit notamment de la COMBIFRON (Commissions binationales frontalières) avec l'Équateur et le Venezuela; les séries de discussions avec le Pérou; les conférences bilatérales sur le renseignement avec le Pérou, la Bolivie, le Brésil et le Chili; les réunions régionales frontalières avec le Brésil, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela.

84. Pour chacune de ces réunions et conférences, il existe un manuel de procédure à caractère confidentiel, dans lequel sont définies les modalités de l'échange d'informations et de la concertation en vue de faire face aux différents problèmes qui risquent de compromettre la sécurité des pays, comme le terrorisme, le trafic d'armes et le trafic de stupéfiants.

85. On trouvera ci-après la liste des mécanismes de contrôle existants :

1) **Réunions entre ministres de la défense.** Les ministres de la défense se réunissent pour renforcer les liens de confiance et de collaboration. Il s'agit habituellement des ministres de la défense des pays limitrophes.

2) **Commissions binationales frontalières.** Mécanisme institué avec les Forces armées équatoriennes et les Forces armées vénézuéliennes. La Commission binationale frontalière COMBIFRON a pour mission d'évaluer et de surveiller le respect des engagements pris par les autorités militaires et de police concernant la sécurité aux frontières et de proposer des mécanismes propres à résoudre les problèmes et à renforcer les relations entre les institutions militaires.

3) **Série de discussions entre hauts commandements militaires.** Pour l'instant, ces discussions n'ont eu lieu qu'avec les Forces armées péruviennes, mais la possibilité d'en organiser avec les Forces armées brésiliennes est à l'étude. Ces discussions visent à renforcer la sécurité, la coopération et l'amitié entre la Colombie et les nations de la région sur une base bilatérale, grâce à des mesures de confiance mutuelle dont conviennent les deux pays concernés.

4) **Conférences bilatérales des services de renseignements.** Elles concernent la Direction du renseignement des Forces armées colombiennes et ses homologues dans la plupart des pays d'Amérique du Sud. Elles portent sur des thèmes comme la subversion, le trafic de drogues, la criminalité et d'autres facteurs générateurs de violence. La Direction du renseignement des Forces armées et de l'aviation colombienne tiennent des réunions avec ses homologues de la région.

5) **Réunions régionales bilatérales sur le renseignement.** Elles concernent les services de contrôle des frontières et portent sur des thèmes comme la subversion, la narcoguérilla, le trafic de stupéfiants, la délinquance, la criminalité organisée, la contrebande et autres.

86. En ce qui concerne le DAS, c'est par l'intermédiaire de la Sous-Direction de l'Interpol et des questions migratoires qu'il coordonne son action avec celles de ses homologues dans les pays limitrophes concernant l'échange de données sur les membres présumés d'organisations terroristes qui pourraient agir à partir de la Colombie contre d'autres États. Ces informations sont communiquées aux autres autorités nationales qui ont aussi compétence en matière de lutte contre le terrorisme.

87. De nombreuses demandes de collaboration sont adressées au DAS par les autres entités conformément aux paramètres établis par Interpol, particulièrement dans le cadre du nouveau guide pour la lutte contre le terrorisme international.

88. Aucune institution ou entreprise n'échappe à ces contrôles qui visent non seulement les personnes mais aussi les marchandises qui entrent sur le territoire national; en effet si l'on ne vérifie pas la totalité des marchandises, on risque de faciliter l'entrée illégale d'armes, de munitions, d'explosifs, de dollars et autres.

89. Le DAS mène les activités suivantes :

- Contrôle des mouvements migratoires à des postes situés sur des points stratégiques le long de la frontière avec chacun des pays limitrophes;
- Échange d'informations entre les postes frontière colombiens et les services de contrôle migratoire des pays limitrophes.

90. Les services d'immigration des pays limitrophes fournissent des informations au DAS (Interpol) concernant les personnes soupçonnées d'être liées à des groupes terroristes qui ont l'intention de traverser la frontière.

13. Alinéa e)

Veuillez fournir au Comité contre le terrorisme un rapport concernant « l'avancement du projet de loi et les mesures visant à réprimer l'enlèvement, le terrorisme et l'extorsion, ainsi que la promulgation d'autres mesures ».

91. Le 29 janvier de cette année, le projet de loi est devenu la loi 733 (2002) « pour adoption des mesures tendant à éliminer les crimes d'enlèvement, d'extorsion et autres dispositions ». Le texte de la loi est joint au présent rapport.

Quelle est la compétence des tribunaux colombiens s'agissant d'enquêter sur les actes criminels suivants :

- **Un acte commis dans le territoire colombien par une personne (qu'elle se trouve ou non en Colombie);**
- **Un acte commis en dehors du territoire colombien par un national colombien ou un résident habituel en Colombie (que cette personne se trouve ou non en Colombie);**
- **Un acte commis en dehors du territoire colombien par un étranger, que celui-ci se trouve ou non en Colombie.**

92. La compétence des tribunaux pénaux colombiens à l'égard d'actes tels que ceux énoncés dans la question est définie par le Code pénal dans les articles dont le texte figure ci-après :

« De l'application de la loi pénale

Application de la loi pénale dans l'espace

Article 14. Territorialité. La loi pénale colombienne s'applique à toute personne qui y porte atteinte sur le territoire national, sous réserve des exceptions consacrées par le droit international.

L'acte est réputé avoir été commis :

- 1) Dans le lieu où il s'est déroulé dans sa totalité ou en partie;
- 2) Dans le lieu où l'omission s'est produite;
- 3) Dans le lieu où le résultat s'est produit ou aurait dû se produire.

Article 15. Territorialité par extension. La loi pénale colombienne s'applique à toute personne qui a commis l'infraction à bord d'un navire ou d'un aéronef de l'État se trouvant en dehors du territoire national, sous réserve des exceptions consacrées dans les traités et conventions internationaux ratifiés par la Colombie. Elle s'applique également à l'auteur de l'infraction commise à bord de tout autre navire ou aéronef national se trouvant en haute mer, si les poursuites pénales n'ont pas été entamées à l'extérieur du pays.

Article 16. Extraterritorialité. La loi pénale colombienne s'applique :

- 1) À l'auteur d'un acte commis à l'étranger contre l'existence et la sûreté de l'État, contre le régime constitutionnel, contre l'ordre économique et social, sauf s'il s'agit de la conduite visée à l'article 323 du présent Code, et contre l'administration publique, ainsi qu'à toute personne qui falsifie la monnaie nationale, un document de crédit public, un sceau officiel, même s'il a été acquitté à l'étranger ou condamné à une peine moindre que celle prévue par la loi colombienne.

Dans tous les cas, il sera tenu compte de la peine déjà purgée.

2) Toute personne qui est au service de l'État colombien, jouit de l'immunité reconnue par le droit international et qui commet une infraction à l'étranger.

3) À toute personne qui est au service de l'État colombien, ne jouit pas de l'immunité reconnue par le droit international et commet, à l'étranger, des infractions autres que celles mentionnées au paragraphe 1, si elle n'a pas été jugée à l'étranger.

4) À tout national auquel ne s'appliquent pas les cas prévus dans les paragraphes antérieurs qui se trouve en Colombie après avoir commis à l'étranger une infraction passible, au regard de la loi pénale colombienne, d'une peine privative de liberté d'au moins deux ans, et qui n'a pas été jugé à l'étranger.

S'il s'agit d'une peine inférieure, des poursuites ne seront engagées que sur plainte ou sur demande du Procureur général de la nation.

5) À tout étranger auquel ne s'applique pas les cas prévus aux paragraphes 1, 2 et 3, qui se trouve en Colombie après avoir commis, à l'étranger, une infraction contre l'État ou un national colombien, qui est passible, au regard de la loi colombienne, d'une peine privative de liberté d'au moins deux ans, s'il n'a pas été jugé à l'étranger.

S'il s'agit d'une peine inférieure, des poursuites ne seront engagées que sur plainte ou sur demande du Procureur général de la nation.

6) À tout étranger qui a commis, à l'étranger, une infraction au préjudice d'un étranger, pour autant que les conditions suivantes soient réunies :

- a) Qu'il se trouve en territoire colombien;
- b) Que l'infraction soit passible en Colombie d'une peine privative de liberté d'au moins trois ans;
- c) Qu'il ne s'agisse pas d'un délit politique; et
- d) Que le Gouvernement colombien n'ait pas fait droit à une demande d'extradition. Dans ce cas, les poursuites pénales sont engagées.

Pour tous les cas prévus au présent paragraphe, des poursuites ne seront engagées que sur plainte ou sur demande du Procureur général de la nation, et pour autant que l'intéressé n'ait pas été jugé à l'étranger.

Article 17. Sentences rendues à l'étranger. Les sentences d'acquiescement et de condamnation prononcées à l'étranger ont valeur de chose jugée à toutes fins légales.

N'auront pas valeur de chose jugée devant la loi colombienne les sentences prononcées à l'étranger concernant les infractions visées aux articles 15 et 16, paragraphes 1 et 2.

La peine ou la partie de la peine que le condamné a purgée en vertu de ces sentences sera décomptée de celle qui sera prononcée conformément à la loi colombienne, si ces deux peines sont de même nature ou, à défaut, les conversions pertinentes seront opérées au regard de la législation

correspondante et en fonction des principes régissant l'imposition de la peine dans le présent Code.

Article 18. Extradition. L'extradition pourra être demandée, acceptée ou offerte conformément aux traités, ou, à défaut, à la législation.

De plus, l'extradition de Colombiens de naissance est autorisée pour des infractions commises à l'étranger, si ces infractions sont considérées comme telles par la législation pénale colombienne.

L'extradition ne sera pas autorisée pour des infractions politiques.

Il ne sera pas procédé à l'extradition pour des faits commis avant la promulgation de la loi 01 de 1997. »

14. Alinéa f)

Veuillez décrire les mécanismes mis en oeuvre par la Fiscalía General de la Nación (services chargés de l'instruction et des poursuites) pour faciliter l'entraide judiciaire entre les pays.

93. On trouvera ci-après des informations sur les normes et les procédures relatives à la coopération internationale en matière pénale instaurées au niveau de la Fiscalía General de la Nación.

I. Structure juridique

Normes juridiques relatives à la coopération internationale

94. Les instruments juridiques régissant la coopération internationale en Colombie en vue de mettre en place un système efficace d'assistance judiciaire sont les suivants :

- Les traités internationaux bilatéraux et multilatéraux qui l'emportent sur la législation nationale. Selon l'article 499 du Code de procédure, les normes internes sont subordonnées aux normes internationales;
- Les commissions rogatoires qui sont prévues aux articles 503 et 506 du Code de procédure pénale;
- Les demandes d'entraide judiciaire qui sont envisagées à l'article 272 du Code de procédure pénale et s'inscrivent dans le cadre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961;
- La décision No 0-0024, en date du 15 janvier 2002, de la Fiscalía General de la Nación portant approbation du *Manuel d'entraide judiciaire nationale et internationale*.

II. Envoi des demandes d'assistance

Fonctionnaires autorisés à adresser des commissions rogatoires

95. Conformément à l'article 503 du Code de procédure pénale, les magistrats, juges et procureurs, sont habilités à adresser des commissions rogatoires dans le cadre des procédures pénales qui sont de leur ressort.

Transmission aux autorités étrangères des demandes d'assistance

96. L'article 503 du Code de procédure pénale dispose que pour déterminer s'il convient d'engager des poursuites, pour recueillir des éléments de preuve ou d'information ou à d'autres fins d'assistance judiciaire, les magistrats, juges et procureurs, peuvent communiquer directement avec les autorités étrangères ou par les voies prévues par la loi.

97. Dans le cas particulier de l'assistance internationale, conformément à la décision No 0-0024 de la Fiscalía General de la Nación, du 15 janvier 2002, portant approbation du *Manuel d'entraide judiciaire nationale et internationale*, les fiscales (procureurs) doivent transmettre les demandes d'assistance judiciaire à la Direction des affaires internationales, service chargé de veiller à l'accomplissement des démarches envisagées dans la demande d'assistance visée et d'engager les procédures juridiques requises par la voie la plus appropriée.

Voies de transmission légales

98. Les demandes d'assistance internationale sont transmises par les autorités centrales désignées à cet effet dans les accords de coopération judiciaire bilatéraux en vigueur. Dans le cas de la Colombie, au stade de l'accusation, c'est la Fiscalía General de la Nación qui exerce cette fonction.

99. Dans certains cas, lorsque la situation considérée le permet, les commissions rogatoires internationales peuvent être adressées par l'intermédiaire des autorités centrales prévues à l'article 7 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, à laquelle la Colombie a adhéré à Vienne, en 1998.

100. Les demandes d'assistance judiciaire internationale peuvent être également adressées par la voie diplomatique, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la Direction des affaires colombiennes à l'étranger du Ministère des relations extérieures.

Procédure de présentation d'une demande d'assistance de sa formulation à sa transmission à l'autorité étrangère

101. La demande est formulée et signée par le Fiscal en charge de l'affaire considérée et doit répondre aux conditions requises prévues dans le Manuel susmentionné.

102. La demande est adressée ensuite à l'autorité correspondante de l'État étranger. Lorsque le fonctionnaire judiciaire responsable sait exactement par quelle voie la demande d'assistance doit être transmise, il l'indique expressément dans celle-ci.

103. Lorsqu'il s'agit de la voie diplomatique et dans ce cas seulement, le procureur compétent joint à la demande une attestation justifiant de ses pouvoirs, signée par son supérieur hiérarchique.

104. Le Fiscal compétent envoie à la Direction des affaires internationales la demande d'assistance judiciaire aux fins des vérifications habituelles. Si la demande répond aux conditions énoncées dans le *Manuel d'entraide judiciaire nationale et internationale*, elle est transmise, selon le cas, à l'autorité centrale prévue à l'article 7 de la Convention de Vienne de 1988, à l'autorité centrale prévue dans l'accord de coopération judiciaire bilatéral pertinent ou au Ministère des relations extérieures de la Colombie pour qu'il la présente par la voie diplomatique à l'autorité compétente dans le pays requis.

III. Assistance et supervision

105. La Direction des affaires internationales qui relève de la Fiscalía General de la Nación comprend un service chargé d'assister ceux de ses agents qui doivent recueillir des éléments de preuve à l'étranger ou répondre à des demandes de recherche de preuves.

106. Ce service est composé de spécialistes qui répondent aux demandes d'information des agents qui suivent en permanence l'évolution de la coopération internationale.

107. La Direction des affaires internationales est l'autorité qui centralise toutes les demandes d'assistance internationale reçues ou envoyées.

108. Chacune de ces demandes est revue par l'un des spécialistes de la Direction. S'il estime qu'elle répond aux conditions requises, il entreprend les démarches nécessaires auprès des autorités étrangères concernées. Si en revanche la demande n'est pas conforme aux prescriptions du *Manuel d'entraide judiciaire nationale et internationale*, elle est immédiatement retournée au fonctionnaire compétent qui, après avoir apporté les modifications nécessaires, la renvoie à la Direction pour que la procédure suive son cours.

IV. Demandes d'assistance émanant de l'étranger

Réception des demandes d'assistance émanant de l'étranger

109. La Direction des affaires internationales est l'autorité chargée de recevoir, d'examiner et de donner suite aux demandes d'assistance internationale.

Traitement des demandes d'assistance reçues – Procédure suivie

110. La Direction des affaires internationales transmet la demande d'assistance internationale au service des poursuites compétent en Colombie pour le délit visé.

111. Le fiscal compétent examine la demande et si elle n'est pas contraire à la Constitution et à la législation nationale, prend les mesures demandées.

Demandes d'assistance adressées directement par un fiscal

112. Il est arrivé à plusieurs reprises que les fonctionnaires judiciaires qui font partie de la Fiscalía General de la Nación reçoivent directement des demandes d'assistance d'autorités judiciaires étrangères.

113. Afin d'assurer une coordination efficace avec l'État requérant et de maintenir à jour les statistiques institutionnelles, et conformément au *Manuel d'assistance judiciaire nationale et internationale*, en pareil cas, la Direction des affaires internationales doit être informée de la réception directe par un fiscal d'une commission rogatoire internationale.

Demandes d'assistance judiciaire classées « urgentes » par l'État étranger

114. En tant que membre de la communauté internationale, l'État colombien applique dûment le principe de la bonne foi; la Fiscalía General de la Nación accorde donc une attention prioritaire aux demandes internationales urgentes.

115. Une communication rogatoire urgente est immédiatement transmise, par fax ou en mains propres au fiscal compétent qui est informé du caractère urgent de la demande et de la nécessité par conséquent de la traiter en priorité.

Quel est le délai légal dans lequel une réponse doit être donnée à une demande d'assistance judiciaire dans le cadre d'une enquête criminelle ou d'une autre procédure pénale portant sur le financement d'actes de terrorisme ou l'appui à de tels actes et combien de temps faut-il effectivement en Colombie pour donner suite à de telles demandes?

116. La loi ne fixe pas de délai pour répondre à une demande d'assistance judiciaire en relation avec le financement d'actes de terrorisme ou l'appui à de tels actes et le temps qu'il faut effectivement pour donner suite à de telles demandes n'est pas non plus établi à l'avance; en effet, dans chaque cas il faut tenir compte, entre autres, des caractéristiques particulières des éléments de preuve recherchée, du type d'assistance demandée et du pays auquel est fournie l'assistance judiciaire en question.

117. Il convient de signaler que la Fiscalía General de la Nación a mis en place un mécanisme interne souple et uniformisé dont le bilan est positif du point de vue des résultats obtenus par les pays étrangers qui sollicitent des preuves par différentes voies dans le cadre des procédures qui relèvent de cette entité.

118. Des contacts individualisés ont été établis avec les différents pays auxquels la Colombie adresse des demandes d'assistance judiciaire par l'intermédiaire des autorités étrangères équivalentes à la Direction des affaires internationales, ce qui a permis au cours des deux dernières années d'obtenir des réponses rapides à ces demandes.

119. L'assistance judiciaire que la Colombie accorde à d'autres pays est bien coordonnée mais une bonne partie des démarches entreprises par la Fiscalía General de la Nación sont entravées par le manque de réponse des pays étrangers.

120. Dans leur grande majorité, les pays latino-américains passent par la voie diplomatique pour adresser et recevoir les demandes d'assistance internationale nécessaires à la réalisation de leurs enquêtes, ce qui entraîne des retards qui sont au détriment des procédures pénales.

121. Il conviendrait qu'ils s'adressent directement aux autorités centrales prévues dans les accords bilatéraux.

122. De même, il serait plus commode de s'adresser aux autorités centrales prévues dans la Convention de Vienne pour toutes les questions relatives au trafic de stupéfiants.

123. La Fiscalía General de la Nación est prêt à établir par l'intermédiaire de la Direction des affaires internationales les contacts directs nécessaires pour instaurer une coopération efficace et diligente.

15. Alinéa g)

Veuillez expliquer comment les procédures de délivrance des documents d'identité et des documents de voyage contribuent à empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de ces documents, et indiquer s'il existe d'autres mesures visant à empêcher de tels délits.

124. Les procédures de délivrance des documents d'identité et des documents de voyage contribuent à empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de ces documents grâce à l'application des mesures de sécurité physiques suivantes :

- Les documents d'identité et de voyage présentent certaines caractéristiques physiques qui ne sont pas faciles à reproduire ou à imiter par le faussaire ou la personne qui cherche à faire passer pour authentiques de faux papiers;
- Les documents indispensables à fournir pour obtenir des papiers d'identité doivent être des originaux (conditions de délivrance);
- Le demandeur doit en personne accomplir les formalités requises pour l'obtention de ces documents et les retirer lorsqu'ils sont prêts.

125. L'application de la peine envisagée dans la législation colombienne est un outil efficace pour lutter contre la fraude dans ce domaine de même que les contrôles exercés par l'intermédiaire d'audits internes dans les différents services de l'État chargés de délivrer ces documents.

126. La carte nationale d'identité et le document d'identité qui est délivré aux Colombiens ou aux étrangers naturalisés lorsqu'ils atteignent l'âge de la majorité (18 ans).

127. Grâce aux mesures de sécurité introduites par divers mécanismes gouvernementaux et juridiques, il est impossible de falsifier, contrefaire, reproduire et imiter cette carte, ce qui procure tranquillité d'esprit à son détenteur et aux organismes qui doivent vérifier son identité et empêche en outre la commission d'infractions liées à l'usage frauduleux de ce document.

128. À la fin de l'année 1999, un projet de modernisation technologique a été mis en place au Service de l'état civil aux fins de l'établissement d'une carte d'identité présentant toutes les garanties de qualité et de sécurité. C'est ainsi qu'a été créé le système AFIS (Automatic Fingerprint Identification System), (Système d'identification automatique des empreintes digitales) qui comprend une base de données informatisée dans laquelle sont consignées les photos et les données biographiques des citoyens qui ont demandé une carte d'identité pour la première fois, un duplicata ou une correction dans un laps de temps donné.

129. Deux nouvelles procédures garantissant la validité et la légalité du document d'identité ont été mises en place dans le cadre du nouveau système; c'est pourquoi avant d'être insérées dans la base de données AFIS, les demandes doivent être vérifiées par rapport aux archives du Registre d'état civil pour éviter la délivrance de deux cartes à la même personne ou les usurpations d'identité étant donné qu'une fois la demande introduite dans le système, aucune modification n'est plus possible.

130. La nouvelle carte nationale d'identité est faite dans une matière importée et est très sécurisée afin d'éviter les risques de falsification, de contrefaçon, de reproduction ou d'imitation.

131. Les éléments de sécurisation sont les suivants :

- Fond à trames fines avec motifs n'apparaissant pas à la photocopie;
- Teintes douces, tons pastel pour éviter la reproduction par des moyens mécaniques (photocopie, photomécanique, scanner) ;
- Microtexte de sécurité non reproductible par des moyens mécaniques ;
- Encres réactives or et argent, vérifiables à vue avec un instrument optique et par réaction aux ultraviolets ;
- Hologrammes hautement sécurisés ;
- Code à barres à deux dimensions ;
- Code d'identification.

132. Les procédures mises en place pour la délivrance de documents d'identité et de voyage contribuent à empêcher leur falsification, leur contrefaçon et leur usage frauduleux.

133. La délivrance d'un passeport comprend trois étapes de base, ce qui permet un contrôle maximum :

- Vérification des pièces fournies ;
- Établissement du passeport ; et
- Signature du passeport par l'autorité compétente.

134. Une fois par an, le Ministère des relations extérieures envoie dans les services où sont délivrés les passeports en Colombie des fonctionnaires chargés de s'assurer du respect des normes et instructions à appliquer et, le cas échéant, de prendre des mesures correctives.

135. Les infractions à la loi commises dans ces services sont portées à la connaissance des autorités judiciaires.

136. Depuis le mois de janvier passé, on travaille à la mise au point d'un nouveau système de délivrance de passeport conforme aux nouvelles réalités internationales. Un nouveau modèle de passeport portant des motifs précolombiens et présentant d'autres caractéristiques comme l'utilisation d'encre grasses et fluorescentes et de textes aux dimensions micrométriques a été mis en circulation au mois de juillet 2001. Outre sa fonction de promotion de la culture pré-hispanique, ce nouveau modèle est sécurisé de manière à éviter toute contrefaçon.

137. Quant aux étrangers, ils doivent se présenter en personne pour obtenir leur carte d'étranger. Le document comporte des sécurités comme l'*overlay* (bande visible à la lumière), le *ship* (le passage de la carte par le lecteur fait apparaître au dos le signallement de l'étranger), et porte les empreintes digitales, la signature et la photo du titulaire.

138. Dans les aéroports internationaux de Colombie et dans certains ports terrestres, maritimes et fluviaux, il existe un programme de gestion des voyageurs qui contient des informations sur les personnes recherchées par les autorités judiciaires colombiennes et celles qui sont inscrites sur les fichiers d'Interpol, organisation par l'intermédiaire de laquelle dans ce cas une coopération peut être établie avec les autorités étrangères concernées.

139. Depuis les terribles événements du 11 septembre 2001, le Secrétariat général d'Interpol a mis en place une nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme international qui prévoit entre autres la création au sein de l'organisation d'un groupe spécial dit du « 11 septembre » en service 24 heures sur 24 pour faciliter les consultations entre les États membres concernant les personnes et organisations, notamment, qui pourraient être liées au terrorisme. Interpol a également récemment établi une liste de criminels liés au terrorisme qui permet à tous les pays membres et utilisateurs autorisés d'obtenir des informations actualisées concernant les passeports volés ainsi que les personnes inscrites sur les fiches rouges ou vertes d'Interpol ou concernant des actes et des activités terroristes. Le Secrétariat général d'Interpol affichera dans un avenir proche cette liste sur son site Web pour faciliter les consultations.

140. La lutte contre le terrorisme dans le cadre d'Interpol vise toutes les activités illicites qui pourraient être d'une manière ou d'une autre liées au terrorisme et les mécanismes d'Interpol sont à la disposition de tous les organismes nationaux chargés de réprimer ces délits.

Veuillez décrire les mécanismes de coordination du contrôle de la sécurité et des frontières mis en place avec les pays voisins dans le but de prévenir les mouvements internationaux de terroristes.

141. Les mécanismes de coordination du contrôle de la sécurité aux frontières mis en place avec les pays voisins dans le but de prévenir les mouvements internationaux de terroristes sont les suivants :

- Contacts permanents avec Interpol et les ambassades de pays voisins à Bogota et les ambassades colombiennes dans ces pays.
- Coordination avec le DAS concernant les titulaires d'une carte d'étranger.
- Coordination et liaison permanentes avec le Ministère des relations extérieures et les consulats implantés dans le pays.

142. Dans l'exercice des compétences propre au DAS, la Sous-Direction des questions migratoires exerce un contrôle aux postes frontière et dans les aéroports et dispose d'un personnel spécialement formé à l'identification des documents authentiques et de ceux qui ont été volés, maquillés ou falsifiés. Les contrôles spécifiques, dans le domaine migratoire, qu'exerce le DAS se résument de la façon suivante :

a) Recours systématique au contrôle migratoire aux points de passage autorisés dont les résultats sont transmis à l'administration centrale, grâce à un réseau d'information. Ce système est relié à une base de données concernant les mandats d'arrêt, les interdictions de sortie du pays, les directives d'Interpol et les déclarations de perte ou de vol de passeports aux niveaux national et international. Dans cette base de données figurent également des informations concernant les membres connus d'organisations terroristes internationales, qui sont régulièrement mises à jour ;

b) Vérification des documents aux principaux points de contrôle migratoire par des experts (documentologues et graphologues) afin de repérer les faux ;

c) Contrôle des voyageurs par des fonctionnaires spécialement formés, pour prendre les premiers en flagrant délit pour infraction à la loi No 30/86 ou fraude documentaire ;

d) Refoulement ou détention provisoire d'étrangers soupçonnés d'enfreindre la législation en matière migratoire. Ces trois dernières années, 1 228 personnes ont été refoulées pour les raisons suivantes :

- Elles se livraient ou s'étaient livrées au trafic des stupéfiants, des drogues hallucinogènes ou d'autres substances psychotropes ;
- Elles faisaient l'objet de poursuites pour des infractions assorties de peine privative de liberté ;
- Elles essayaient d'entrer en Colombie avec des faux papiers ou sans les documents officiels requis ;
- Elles avaient quitté le territoire national en échappant au contrôle migratoire.

143. La Sous-Direction des questions migratoires dispose d'une base de données sur les documents volés à laquelle Interpol pourra avoir accès dans le cadre de l'application des décisions du secrétariat général d'Interpol concernant la création d'une base de données sur les documents volés, maquillés ou falsifiés. L'accès à d'autres bases de données nationales est aussi envisagé.

144. De même, grâce aux vérifications et échanges de données avec les représentants accrédités d'Interpol en Colombie, il est plus facile d'avoir accès aux données dans les affaires très urgentes et d'identifier les besoins propres de cette organisation et ses moyens de formation et de soutien logistique dans différents domaines.

145. Quant au contrôle et à la coordination qu'exerce le DAS-Interpol en Colombie avec ses homologues, ils sont conformes aux dispositions du statut de l'organisation. Une fois qu'une information est connue, le pays qu'elle concerne est notifié et au besoin contacté par téléphone pour qu'il apporte son aide le plus rapidement possible. De même, si un pays frontalier demande des renseignements sur des personnes soupçonnées de terrorisme qui se déplacent entre les États, les contacts nécessaires sont pris avec les autres organismes de sécurité de l'État pour qu'ils répondent à cette demande ou fassent des recherches dans leurs archives pour voir s'ils disposent d'informations ou d'indices utiles.

146. Dans le cas du Venezuela, une coopération fructueuse avec Interpol-Caracas s'est instaurée à la faveur de contacts qui, en fonction de l'urgence de la demande, se font par télécopie ou par téléphone.

Rencontres bilatérales

147. Les principaux mécanismes bilatéraux mis en place par la Colombie avec ses voisins sont les suivants :

- Comme indiqué plus haut, des commissions binationales des frontières ont été créées avec le Venezuela et l'Équateur, et pourraient l'être avec le Panama ;
- Avec le Pérou, on a créé un mécanisme de haut niveau sur la sécurité et la coopération judiciaire Colombie-Pérou et on a organisé des réunions des autorités militaires ;
- Avec le Brésil, des séries d'entretiens ont été organisées entre les autorités militaires et des mesures de confiance entre les armées colombienne et brésilienne sont en cours d'élaboration ;
- Avec la Jamaïque, une réunion sur les questions de sécurité Colombie-Jamaïque a été organisée, en avril 2001, à laquelle ont été signés un accord de coopération opérationnelle maritime et un accord opérationnel de coopération policière entre le Ministère colombien de la défense nationale et le Ministère jamaïcain de la sécurité nationale.

IV. Paragraphe 3

16. Alinéa a)

17. Alinéa b)

18. Alinéa c)

Le Comité contre le terrorisme souhaiterait savoir avec quels pays la Colombie a signé des traités bilatéraux d'extradition et d'entraide judiciaire.

148. Indépendamment des traités multilatéraux auxquels elle est partie, la Colombie a signé des traités bilatéraux en matière d'extradition et d'entraide judiciaire avec les pays suivants :

Traités d'extradition bilatéraux

1. Convention d'extradition entre la Colombie et la Belgique, signée à Bruxelles le 21 août 1912, approuvée aux termes de la loi No 74 de 1913, ayant pris effet suite à l'échange des instruments de ratification le 22 avril 1914.
 - 1.1 Convention additionnelle au Traité d'extradition entre la République de Colombie et le Royaume de Belgique, signé à Bogota, le 21 novembre 1931, approuvé aux termes de la loi No 47 de 1935, ayant pris effet suite à l'échange des instruments de ratification auquel il a été procédé à Bruxelles, le 30 juin 1937.
 - 1.2 Traité additionnel à la Convention d'extradition signée à Bruxelles le 21 août 1912, signé à Bogota le 24 février 1959, approuvé aux termes de la loi No 14 de 1961, parue au *Journal officiel* No 30493 de 1961. Entrée en vigueur le 13 mai 1968.

2. Traité d'extradition entre la République de Colombie et les États-Unis du Brésil, signé à Rio de Janeiro, le 28 décembre 1938, approuvé aux termes de la loi No 85 de 1939. Échange des instruments de ratification à Rio de Janeiro, le 2 septembre 1940. Entrée en vigueur le 2 octobre 1940.
3. Traité d'extradition entre la République de Colombie et la République du Chili, signé à Bogota le 16 novembre 1914, approuvé aux termes de la loi No 8 de 1928, paru au *Journal officiel* No 20823. Échange des instruments de ratification à Bogota, le 4 août 1928. Entrée en vigueur le 4 août 1929.
4. Traité d'extradition entre la Colombie et le Costa Rica, signé à San José le 7 mai 1928, approuvé aux termes de la loi No 19 de 1931, paru au *Journal officiel* No 21617. Les instruments de ratification ont été échangés à San José, le 13 mai 1931, date d'entrée en vigueur du Traité.
5. Traité d'extradition entre la Colombie et Cuba, signé à La Havane le 2 juillet 1932, approuvé aux termes de la loi No 16 de 1932 et paru au *Journal officiel* No 22111. Les instruments de ratification ont été échangés à La Havane, le 15 octobre 1936, date d'entrée en vigueur du Traité.
6. Convention d'extradition de criminels entre la Colombie et le Royaume d'Espagne, signée à Bogota le 23 juillet 1892, approuvée aux termes de la loi No 35 de 1892, parue au *Journal officiel* No 9.207. Les instruments de ratification ont été échangés à Bogota, le 17 juin 1893, date d'entrée en vigueur de la Convention.
 - 6.1 Échange de notes explicitant la Convention d'extradition entre la Colombie et l'Espagne ainsi que la Convention unique de 1961, fait à Madrid le 19 septembre 1991. D'après la note verbale No 161/92, du 23 juin 1992, de l'ambassade d'Espagne, entrée en vigueur le 25 mai 1992.
7. Traité d'extradition entre la Colombie et le Guatemala, signé au Guatemala le 24 novembre 1928, approuvé aux termes de la loi No 40 de 1930.
8. Traité d'extradition entre la Colombie et le Mexique, signé au Mexique, le 12 juin 1928, approuvé aux termes de la loi No 30 de 1930, parue au *Journal officiel* No 21539. Instruments de ratification échangés au Mexique le 1er juillet 1937, date d'entrée en vigueur du Traité.
9. Traité d'extradition avec le Nicaragua, signé à Managua le 25 mars 1929, approuvé aux termes de la loi No 39 de 1930, parue au *Journal officiel* No 21550. Instruments de ratification échangés à Bogota, le 15 juillet 1932. Entrée en vigueur le 15 août 1932.
10. Traité d'extradition avec le Panama, signé au Panama le 24 décembre 1927, approuvé aux termes de la loi No 57 du 9 octobre 1928, parue au *Journal officiel* No 20919. Instruments de ratification échangés au Panama, le 24 novembre 1928. Entrée en vigueur le 24 décembre 1928.
11. Convention d'extradition de criminels avec le Pérou, signée à Lima le 10 février 1870, parue au *Journal officiel*, Nos 1887 et 2892 d'avril et de juin 1870. Instruments de ratification échangés à Lima le 13 mars 1873, date d'entrée en vigueur de la Convention.
12. Traité d'extradition entre la République de Colombie et la Grande-Bretagne, signé à Bogota le 27 octobre 1888, approuvé aux termes de la loi No 148 de

1888. Instruments de ratification échangés à Bogota, le 21 août 1889, date d'entrée en vigueur du Traité.

12.1 Convention supplémentaire au Traité d'extradition réciproque entre la Colombie et la Grande-Bretagne, signée à Bogota le 2 décembre 1929, approuvée aux termes de la loi No 15 de 1930, parue au *Journal Officiel* No 21521. Instruments de ratification échangés à Bogota, le 5 novembre 1930, date d'entrée en vigueur de la Convention.

Note : En vertu du principe de la succession des États, le Traité d'extradition et la Convention supplémentaire entre la Colombie et la Grande-Bretagne s'applique à la République de Fidji, car ce pays, en tant que république indépendante a exprimé sa volonté de rester liée par ces instruments, par voie d'échanges de notes datées du 14 juillet et du 9 novembre 1972.

13. Convention réciproque pour l'extradition des criminels entre la Colombie et la France, signée à Bogota le 9 avril 1850. Entrée en vigueur le 12 mai 1852.

14. Convention d'extradition réciproque des prévenus et des criminels entre la République colombienne et la République d'El Salvador. San Salvador, 24 décembre 1900. Approuvée aux termes de la loi No 64 du 30 avril 1905, parue au *Journal officiel* No 12.365.

Accords bilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale

<i>Titre</i>	<i>Lieu et date de signature</i>	<i>Entrée en vigueur</i>	<i>Loi d'adoption</i>
Convention de coopération judiciaire en matière pénale entre la République de Colombie et le Royaume d'Espagne	Bogota, le 29 mai 1997	Le 1er décembre 2000	No 451/98, du 4 août 1998
Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République de Colombie et le Gouvernement de la République française	Paris, le 21 mars 1997	Le 1er avril 2000	No 453/98, du 4 août 1998
Accord de coopération judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République de Colombie et le Gouvernement de la République du Paraguay	Bogota, le 31 juillet 1997	Le 23 octobre 1999	No 452/98, du 4 août 1998
Convention entre la République de Colombie et la République du Pérou sur l'assistance judiciaire en matière pénale	Lima, le 12 juillet 1994	Le 9 décembre 1999	No 479/98, du 22 octobre 1998
Accord d'assistance judiciaire en matière pénale entre la République de Colombie et la République d'Argentine	Buenos Aires, le 3 avril 1997	Le 1er février 2001	No 492/99, du 21 janvier 1999
Accord de coopération dans le domaine de l'assistance judiciaire entre le Gouvernement de la République de Colombie et le Gouvernement des États-Unis du Mexique	Mexico, le 7 décembre 1998	Le 4 juin 2001	No 569, de 2000

<i>Titre</i>	<i>Lieu et date de signature</i>	<i>Entrée en vigueur</i>	<i>Loi d'adoption</i>
Accord de coopération et d'assistance judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République de Colombie et le Gouvernement de la République du Venezuela	Caracas, le 20 février 1998	Le 1er février 2001	No 567, du 2 février 2000
Accord d'assistance juridique et de coopération judiciaire mutuelle entre le Gouvernement de la République de Colombie et la République du Panama	Panama, le 19 novembre 1993	Le 10 octobre 1999	No 450, du 4 août 1998
Accord de coopération judiciaire et d'entraide en matière pénale entre la République de Colombie et la République fédérative du Brésil	Cartagena de Indias, le 7 novembre 1997	Le 29 juin 2001	No 512, de 1999
Convention de coopération judiciaire et d'entraide en matière pénale entre la République de Colombie et la République de l'Équateur	Bogota, le 16 décembre 1996	Le 26 juillet 2001	No 519, de 1999
Accord entre le Gouvernement de la République de Colombie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur l'entraide en matière pénale	Londres, le 11 février 1997	La Grande-Bretagne n'a pas déclaré avoir effectué les démarches nécessaires	No 462, du 4 août 1998
Convention entre le Gouvernement de la République de Colombie et le Gouvernement de la République de Cuba sur l'entraide judiciaire en matière pénale	La Havane, le 13 mars 1998	Le 3 novembre 2001	No 593, du 14 juillet 2000
Convention de coopération judiciaire en matière pénale entre la République de Colombie et la République orientale de l'Uruguay	Bogota, le 17 février 1998	Envoi d'une note à l'ambassade d'Uruguay pour fixer la date de l'échange des instruments	No 568, du 2 février 2000
Accord entre le Gouvernement de la République de Colombie et le Gouvernement de la République dominicaine sur l'entraide judiciaire en matière pénale	Saint-Domingue, le 27 juin 1998	N'est pas entré en vigueur	No 630 du 27 décembre 2000
Traité entre la République de Colombie et la République populaire de Chine sur l'entraide judiciaire en matière pénale	Beijing 14 mai 1999	N'est pas entré en vigueur	En cours d'adoption Projet de loi No 160/2001

Avec quels pays la Colombie a-t-elle conclu des accords bilatéraux dans le but de lutter de façon concertée contre le terrorisme, comme indiqué au paragraphe 111 du rapport? Veuillez communiquer au Comité contre le terrorisme le texte de l'accord en question.

149. En février 1998, les Ministres des affaires étrangères de la Colombie et du Pérou ont échangé des notes diplomatiques constitutives de l'accord en question, aux termes duquel ils décidaient que les pouvoirs publics compétents se réuniraient périodiquement pour établir des mécanismes de coopération et de coordination dans le domaine de la sécurité, d'harmonisation et d'adoption de mesures dans le cadre de leurs législations antiterroristes respectives et favoriseraient un échange permanent et fluide d'informations. Le texte de ces notes est joint au présent rapport.

150. Hormis cet accord, la République de la Colombie n'a en fait signé aucun traité bilatéral portant spécifiquement sur la lutte contre le terrorisme. Toutefois, par le biais des accords de coopération et d'entraide judiciaire en matière pénale en vigueur, elle a fait en sorte de prendre les mesures requises pour réprimer le terrorisme.

151. D'autre part, la législation intérieure permet la fourniture d'une aide judiciaire même quand il n'existe pas de traité dans ce domaine. Le mécanisme qu'elle crée est décrit aux chapitres premier et II, Titre premier, livre V de la loi No 600 de 2000, intitulé Code de procédure pénale, qui régit les conditions d'octroi d'une entraide judiciaire entre les autorités judiciaires colombiennes et étrangères.

152. Le 17 juin 2002, la Colombie a signé avec la Bolivie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela l'Engagement de Lima ou Charte andine pour la paix et la sécurité et pour la limitation et le contrôle des dépenses de défense extérieure, dans lequel ces pays ont pris l'engagement régional de lutter contre le terrorisme (annexe IV) et notamment ont décidé :

- D'intensifier les activités nationales réalisées conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 1373 du 28 septembre 2001; aux dispositions de la Convention interaméricaine contre le terrorisme, adoptée le 3 juin 2002; et à la Déclaration des Galápagos intitulée « Accord andin pour la paix, la sécurité et la coopération » du 18 décembre 1989;
- D'adopter les mesures supplémentaires requises pour prévenir les actes de terrorisme, notamment en prenant des dispositions pour alerter rapidement les autorités pertinentes et en procédant à des échanges d'informations;
- De continuer à lutter contre les activités criminelles transnationales, tout particulièrement celles qui sont liées au terrorisme, par exemple celles qui touchent les drogues illicites, le blanchiment de l'argent et le trafic illicite d'armes.

153. Au niveau régional, la Colombie, en tant que membre du Comité interaméricain de lutte contre le terrorisme (CICTE), a contribué à la réalisation des objectifs de cet organe, qui sont les suivants :

- Améliorer l'échange d'informations sur les questions relatives au terrorisme;

- Compiler les traités, les accords bilatéraux, sous-régionaux, régionaux ou multilatéraux signés par les États membres et promouvoir l'adhésion universelle aux conventions internationales contre le terrorisme;
- Développer la coopération aux frontières et les mesures de sécurité relatives aux titres de voyage;
- La Colombie a adhéré au Plan d'action sur la coopération continentale pour prévenir, combattre et éliminer le terrorisme, dans lequel les ministres d'État et les chefs de délégation des États membres de l'Organisation des États américains réunis à Lima (Pérou), à l'occasion de la Conférence spécialisée interaméricaine sur le terrorisme, sont convenus de mesures communes pour lutter contre le terrorisme.

154. La Colombie a présidé le sous-groupe du CICTE chargé d'étudier les contrôles financiers, dont le rapport final de novembre 2001 contenait une série de recommandations destinées à aider les États à éliminer les sources de financement qui profitent aux activités terroristes ou en sont le produit.

19. Alinéa d)

Le Comité souhaiterait être tenu informé des progrès accomplis par la Colombie s'agissant des conventions internationales et des protocoles relatifs au terrorisme, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- **Adhésion aux instruments auxquels elle n'est pas encore partie, y compris la Convention internationale contre la prise d'otages et la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif;**
- **Adoption des lois et des mesures nécessaires pour donner effet aux instruments auxquels elle est partie.**

155. Veuillez trouver ci-après des informations sur l'état d'avancement de la procédure de ratification de plusieurs conventions internationales sur le terrorisme :

Traités sur le terrorisme – En cours de ratification

<i>Instruments</i>	<i>Loi portant approbation ou projet de loi</i>	<i>État d'avancement</i>
Convention internationale contre la prise d'otages, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979.	Projet de loi No 226/02 Sénat/	Le texte a été déposé au Congrès (il a été examiné par le Sénat et transmis à la Chambre). Après approbation par le Congrès et le Président de la République, il fera l'objet d'un contrôle de constitutionnalité avant que la Convention puisse être ratifiée.

<i>Instruments</i>	<i>Loi portant approbation ou projet de loi</i>	<i>État d'avancement</i>
Convention sur la protection physique des matières nucléaires, signée à Vienne le 3 mars 1980.	Loi No 728/ du 27 décembre 2001	La Cour constitutionnelle a été saisie du texte et, dès qu'elle aura rendu son avis, il pourra être procédé à la ratification de la Convention.
Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (23 septembre 1971), signé à Montréal le 24 février 1988.	Projet de loi No 224/02	Le texte a déjà été approuvé par le Sénat et la Chambre; il doit encore être promulgué par le Président après contrôle de constitutionnalité.
Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, signée à Rome le 10 mars 1988.	Projet de loi No 225/02	Le texte a été déposé au Congrès (il a déjà été examiné par le Sénat et transmis à la Chambre). Après approbation par le Congrès et le Président de la République, il fera l'objet d'un contrôle de constitutionnalité en vue de la ratification de la Convention.
Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, signé à Rome le 10 mars 1988.	Projet de loi No 225/02	Le texte a été déposé au Congrès (il a déjà été examiné par le Sénat et transmis à la Chambre). Après approbation et aval du Président de la République, le texte sera soumis à un contrôle de constitutionnalité pour que le Protocole puisse être ratifié.
Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, signée à Montréal le 1er mars 1991.	Projet de loi No 222/02	Le texte a été déposé au Congrès (il a déjà été examiné par le Sénat et transmis à la Chambre). Après approbation par le Congrès et le Président de la République, il fera l'objet d'un contrôle de

<i>Instruments</i>	<i>Loi portant approbation ou projet de loi</i>	<i>État d'avancement</i>
Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, signée à Montréal le 1er mars 1991.	Projet de loi No 222/02	Le texte a été déposé au Congrès (il a déjà été examiné par le Sénat et transmis à la Chambre). Après approbation par le Congrès et le Président de la République, il fera l'objet d'un contrôle de constitutionnalité en vue de la ratification de la Convention.
Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (New York, 15 décembre 1997).	Projet de loi No 227/02	Le texte a été déposé au Congrès (il a déjà été examiné par le Sénat et transmis à la Chambre). Après approbation par le Congrès et le Président de la République, il fera l'objet d'un contrôle de constitutionnalité en vue de la ratification de la Convention.
Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (New York, 9 décembre 1999).	Projet de loi No 223/02	Le texte a été déposé au Congrès (il a déjà été examiné par le Sénat et transmis à la Chambre). Après approbation par le Congrès et le Président de la République, il fera l'objet d'un contrôle de constitutionnalité en vue de la ratification de la Convention.

156. La Colombie a également participé au Groupe de travail chargé d'élaborer la Convention interaméricaine contre le terrorisme, qui a été approuvée par le Conseil permanent de l'OEA en mars dernier. Elle a adhéré audit instrument à l'occasion de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale de l'OEA et le Gouvernement parachève actuellement le projet de loi portant approbation de ce traité avant de le soumettre au Congrès afin qu'il l'examine au cours de la présente session législative.

157. En outre, il convient de souligner que les lois d'application ci-après ont été élaborées en vue de donner effet aux instruments auxquels la Colombie a adhéré :

- La loi 14 de 1972 a permis d'incorporer un chapitre intitulé « Infractions contre la sécurité aérienne » au Titre VIII du Livre Deux du Code pénal

colombien. De même, quelques observations ont été ajoutées à la section « des dispositions préliminaires » du même Code. Celui-ci prévoit une peine de 10 à 15 ans d'emprisonnement pour toute personne qui, se trouvant à bord d'un aéronef en vol, s'en est emparé illicitement, ou en a pris le contrôle par la violence ou toute autre forme d'intimidation. Une série de circonstances aggravantes sont aussi prévues.

- À l'article 173 (de la capture d'aéronefs, navires ou autres moyens de transport collectifs) de son Titre III (Des infractions contre la liberté individuelle et autres garanties), le nouveau Code de procédure pénale dispose que quiconque, par la violence, la menace ou la ruse, s'empare d'un navire, d'un aéronef ou de tout autre moyen de transport collectif, le détourne de son itinéraire ou en prend le contrôle, encourt, du seul fait de ce comportement, une peine de dix (10) à quinze (15) ans d'emprisonnement et une amende de mille (1 000) à trois mille (3 000) salaires mensuels minimums au taux en vigueur. La peine peut être augmentée de moitié ou des trois quarts, si les passagers ne sont pas libérés à la première occasion.
- La loi 195 de 1995 a permis d'incorporer à la législation nationale les mesures prévues par la Convention pour la prévention et la répression des actes de terrorisme prenant la forme de délits contre les personnes ainsi que de l'extorsion connexe à ces délits lorsque de tels actes ont des répercussions internationales.
- La loi 504 de 1999 qui a étendu la compétence des juges des tribunaux pénaux du circuit spécialisé pour connaître de diverses infractions en rapport avec le terrorisme.
- La Loi 599 de 2000, ou loi portant institution du nouveau Code de procédure pénale, qui est entré en vigueur en juillet 2001 et dans lequel figurent les textes législatifs promulgués ces dernières années en matière pénale sur les infractions en rapport avec le terrorisme. L'article 144 consacré aux actes de terrorisme dispose que quiconque, dans le cadre d'un conflit armé, exécute ou ordonne des attaques sans discrimination ou excessives ou fait subir à la population civile des attaques, représailles, actes ou menaces de violence essentiellement dans le but de la terroriser, encourt, du fait de ce seul comportement, une peine de quinze (15) à vingt-cinq (25) ans d'emprisonnement, une amende d'un montant de deux mille (2 000) à quarante mille (40 000) salaires minimums mensuels au taux en vigueur ainsi que la déchéance de ses droits et l'interdiction d'exercer des fonctions publiques pour une période de quinze (15) à vingt (20) ans.
- La loi 600 de 2000, portant institution du nouveau Code de procédure pénale, qui attribue aux juges des tribunaux pénaux du circuit spécialisé la compétence matérielle pour connaître des crimes de terrorisme et autres infractions connexes.

158. L'ordonnance présidentielle du 2 mai 2002 sur la stratégie de lutte contre le terrorisme énonce les mesures à prendre pour limiter la marge de manoeuvre des groupes terroristes et pour renforcer la capacité des États de protéger les droits de l'homme et d'appliquer et renforcer les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme.

20. Alinéa e)

Les infractions visées par les conventions internationales pertinentes ont-elles été incorporées en tant qu'infractions passibles d'extradition dans les traités bilatéraux signés par la Colombie?

159. L'extradition d'auteurs d'actes de terrorisme peut parfois être accordée, bien que la Colombie n'ait pas signé de traité d'extradition en la matière. Il existe au moins trois cas de figure, à savoir :

160. Premièrement : la Colombie a signé un traité bilatéral d'extradition ne comprenant pas de liste d'infractions; dans ce cas, il convient de rapprocher les circonstances de la cause des dispositions de l'instrument pour déterminer si la procédure d'extradition peut être engagée.

161. Deuxièmement : la Colombie a signé un traité bilatéral d'extradition comprenant une liste d'infractions dans laquelle ne figure pas le terrorisme et les deux parties ont également adhéré à une convention multilatérale prévoyant que tout agissement à caractère terroriste est passible d'extradition. Dans ce cas, l'infraction sera considérée comme assimilable aux infractions visées par le traité bilatéral et l'extradition sera envisageable.

162. Troisièmement : la législation nationale prévoit un mécanisme autorisant l'extradition en l'absence de tout traité à cet effet. Ce mécanisme est défini au Chapitre III, Titre I, Livre V du Code de procédure pénale, procédure de droit interne accessible aux autres États, sous réserve de conformité aux normes juridiques, notamment celles énumérées à l'article 511 du Code de procédure pénale concernant la qualification, la nature de l'infraction, le quantum de la peine et l'existence d'un acte d'accusation ou de son équivalent.

21. Alinéa f)

Parmi les mécanismes indiqués au paragraphe 115 du rapport, quels sont ceux qui permettent au Ministère colombien des relations extérieures d'éviter d'octroyer le statut de réfugié à des personnes ayant planifié ou facilité la perpétration d'actes terroristes ou y ayant participé? S'agit-il des mécanismes mentionnés au paragraphe 116 du rapport et régis par le décret 1598 de 1995 et peuvent-ils être améliorés (par. 118 du rapport)?

163. Les mécanismes évoqués au paragraphe 115 du rapport présenté par la Colombie sont résumés au paragraphe 116, mais ils ne sont pas tous régis par le décret 1598 de 1995. Celui figurant à l'alinéa c) relève de la compétence du Service des visas et de l'immigration, qui dépend de la Direction des affaires consulaires et des communautés colombiennes à l'étranger du Ministère des relations extérieures. C'est le Département administratif de la sécurité (DAS) qui est chargé des enquêtes.

164. La procédure de base commence par un examen détaillé de la demande de statut de réfugié par le Ministère des relations extérieures, qui s'attache surtout aux aspects relatifs à la situation juridique et aux droits fondamentaux du demandeur, ainsi qu'à la situation politique dans son pays d'origine. Il convient de souligner que l'entretien joue un rôle important dans l'évaluation de la demande, car il permet de

mieux établir la véracité des déclarations du demandeur. Des experts en la matière ainsi qu'un psychologue participent généralement à l'entretien.

165. Lors de l'examen de la demande, il est nécessaire de s'assurer que le statut de réfugié ne sera pas détourné à des fins illégitimes. La Colombie s'efforcera d'encourager la coopération avec les autres pays. L'adhésion dans les plus brefs délais aux conventions et protocoles internationaux contre le terrorisme irait dans le même sens.

166. La Convention (art. 1, al. E et F) relative au statut des réfugiés et son Protocole additionnel visent avant tout à protéger les demandeurs; ils définissent toutefois les cas où leurs dispositions ne s'appliquent pas, ce dont la Colombie tient compte, le cas échéant.

167. Le Ministère des relations extérieures étudie un projet de décret, en collaboration avec le DAS « définissant la procédure applicable à l'octroi du statut de réfugié et le règlement intérieur de la Commission consultative chargée d'examiner le bien-fondé des demandes », et adoptent toute autre disposition utile.

22. Alinéa g)

Le Comité a pris note du retrait par la Colombie des réserves qu'elle avait formulées à la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée le 14 décembre 1973, comme mentionné au paragraphe 112 du rapport.

Les dispositions des conventions internationales les plus pertinentes en matière d'extradition l'emportent-elles sur les dispositions constitutionnelles qui excluent l'extradition pour des infractions de caractère politique?

168. L'extradition est régie par l'article 35 de la Constitution politique, modifié par la loi No 01 de 1997, comme suit :

« Article 35. L'extradition peut être demandée, accordée ou proposée conformément aux traités de droit international public ou, en leur absence, à la loi.

En outre, l'extradition de toute personne ayant acquis la nationalité colombienne à la naissance peut être accordée pour les infractions commises hors du territoire national que la législation pénale colombienne considère comme telles. La loi régleme la matière.

L'extradition est exclue pour les infractions politiques.

L'extradition est également exclue pour les faits commis antérieurement à la promulgation de la présente loi. » (non souligné dans l'original)

169. Par conséquent, et étant donné que la Constitution colombienne interdit l'extradition pour des motifs politiques, tout traité international est subordonné à cette disposition.

170. La procédure de ratification d'un traité international comprend, outre l'approbation de la loi par le Congrès national et le chef de l'État, le contrôle par la Cour constitutionnelle de l'*exequatur* de la loi portant ratification du traité. Ainsi, tout instrument international non compatible avec les dispositions de la Constitution serait déclaré inconstitutionnel par ladite instance judiciaire.

171. Ainsi, la Colombie n'a ratifié aucun instrument de droit international public faisant obligation aux parties d'accepter d'extrader toute personne faisant l'objet d'une enquête ou condamnée pour des infractions politiques ou délits analogues.

172. L'article 18 de la loi 599 de 2000 « portant institution du Code pénal », découle essentiellement de la même règle constitutionnelle. De même, la loi 600, de 2000 « portant institution du Code de procédure pénale » définit en ses articles 508 et suivants la procédure judiciaire administrative applicable, précisant les compétences de chaque autorité, pour chaque phase de la procédure.

173. Il convient de signaler que lors de la procédure d'examen de la recevabilité des demandes d'extradition, la Chambre d'accusation de la Cour suprême doit, parmi les points de droit qui motivent la décision, tenir compte de ceux visés à l'article 520 du Code de procédure pénale qui dispose :

« Article 520. Fondements. La Cour suprême fonde sa décision sur la validité formelle de la documentation présentée, la preuve irréfutable de l'identité de l'individu pour lequel l'extradition est demandée, et compte tenu du principe de la double incrimination et de l'équivalence de la loi pertinente dans les deux États ainsi que, le cas échéant, des dispositions des traités de droit international public. »

174. Si la Cour suprême refuse d'accorder l'extradition, cette décision est contraignante pour l'exécutif.

Existe-t-il une loi interne garantissant que le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés ne puisse être justifié par la revendication de motivations politiques?

175. Non. Comme déjà signalé, la Constitution de 1991 a été modifiée par la loi No 01 de 1997 afin de permettre l'extradition des nationaux, conformément à la procédure indiquée précédemment.

176. Il découle de ce qui précède que le droit colombien n'admet pas l'extradition des auteurs d'infractions politiques.

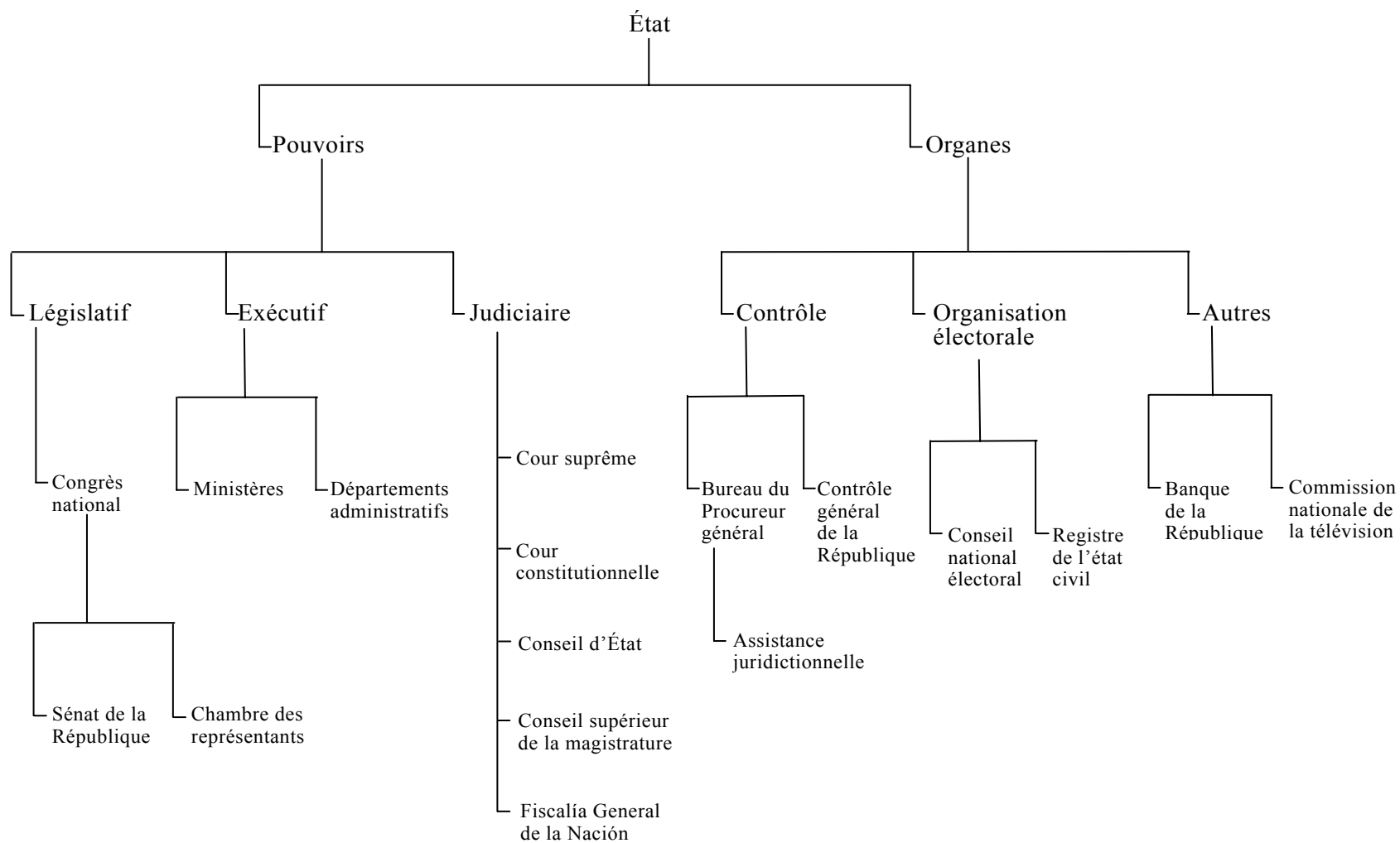
IV. Paragraphe 4

Questions diverses

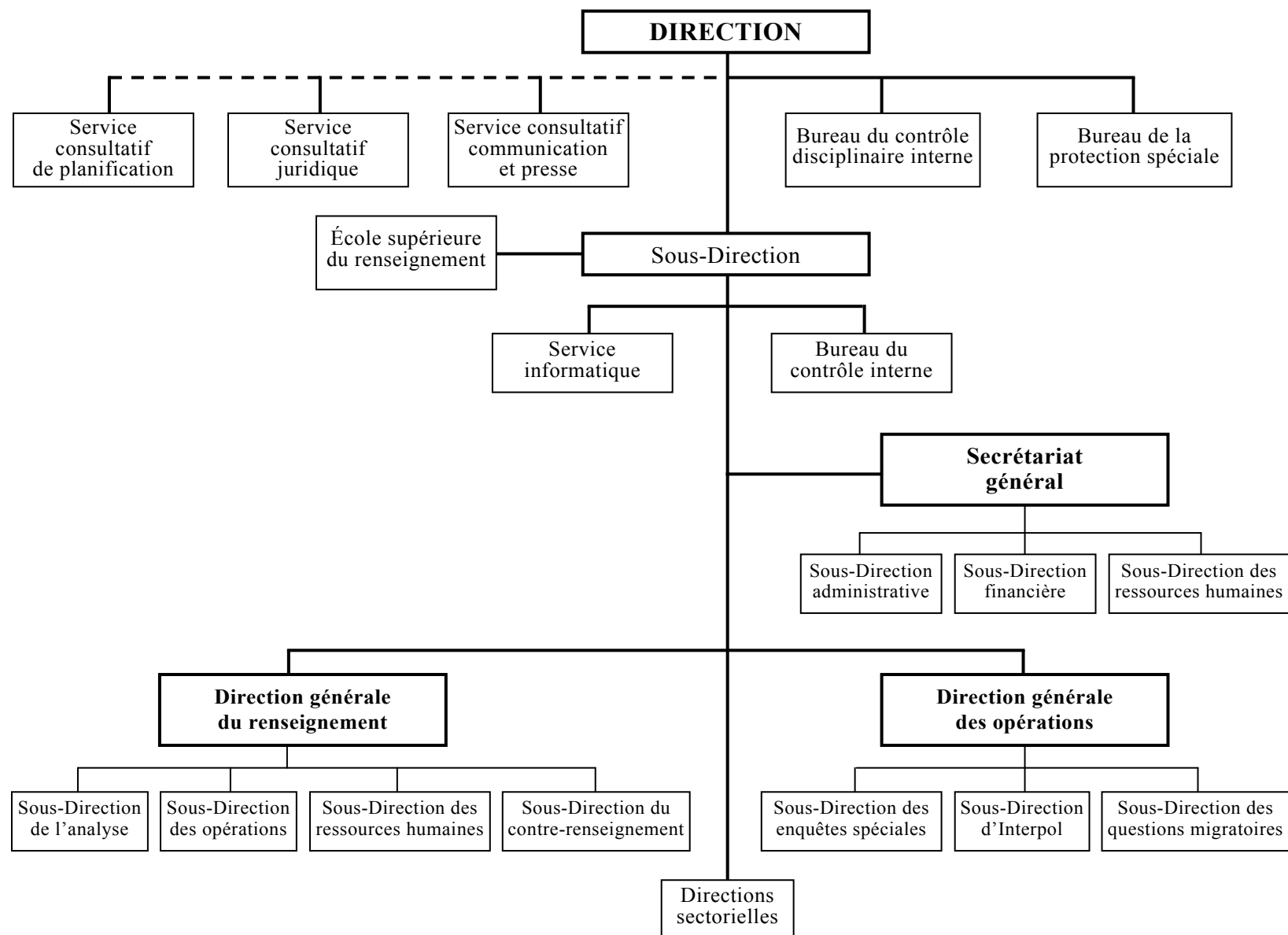
La Colombie pourrait-elle fournir un organigramme des services administratifs – police, contrôle de l'immigration, services fiscaux et services de contrôle des transactions financières – chargés de donner effet, dans la pratique, aux lois, règlements et autres textes susceptibles de favoriser l'application des dispositions de la résolution?

177. Vous trouverez ci-joint en annexe l'organigramme général des services gouvernementaux et de quelques organismes nationaux concernés par la lutte contre le terrorisme.

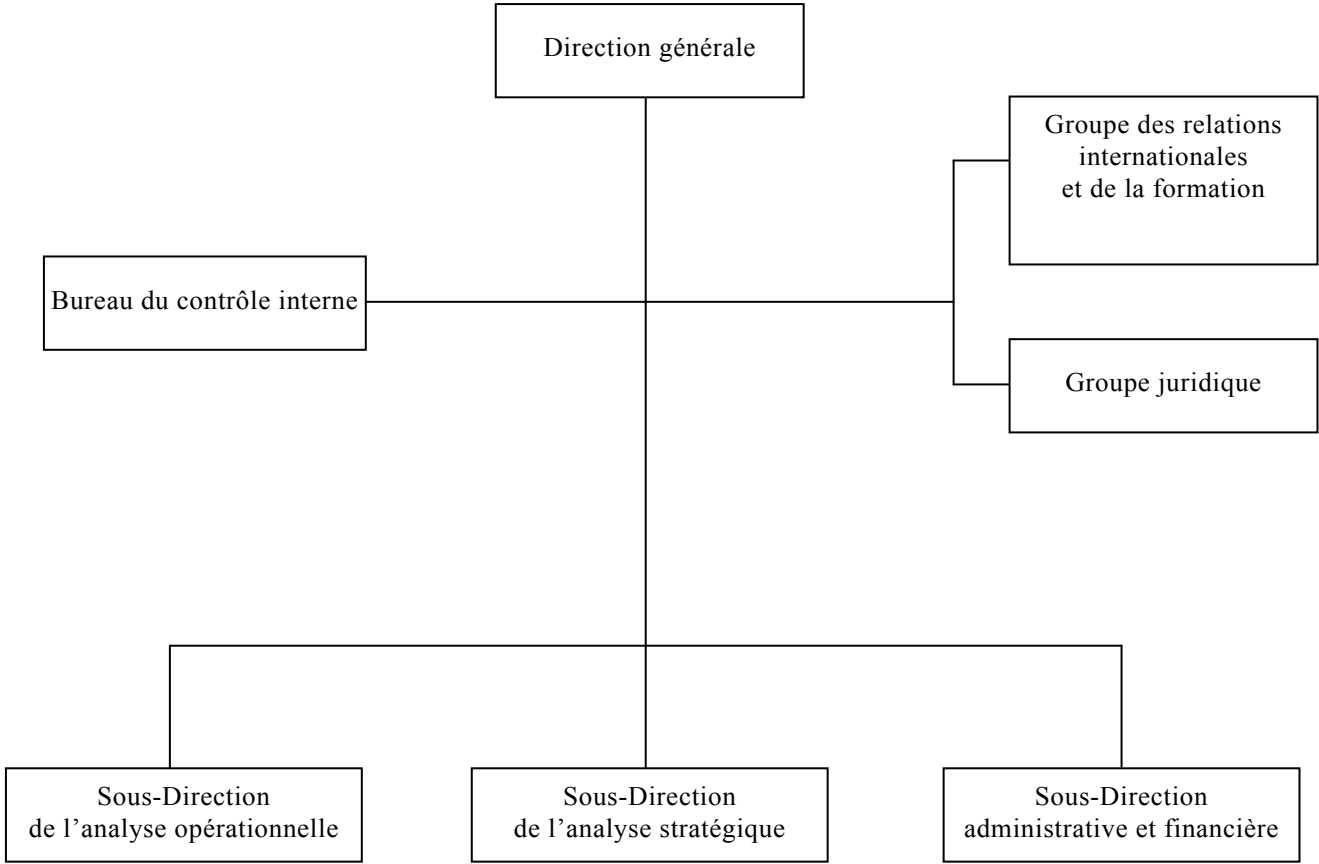
Organigramme de l'État colombien

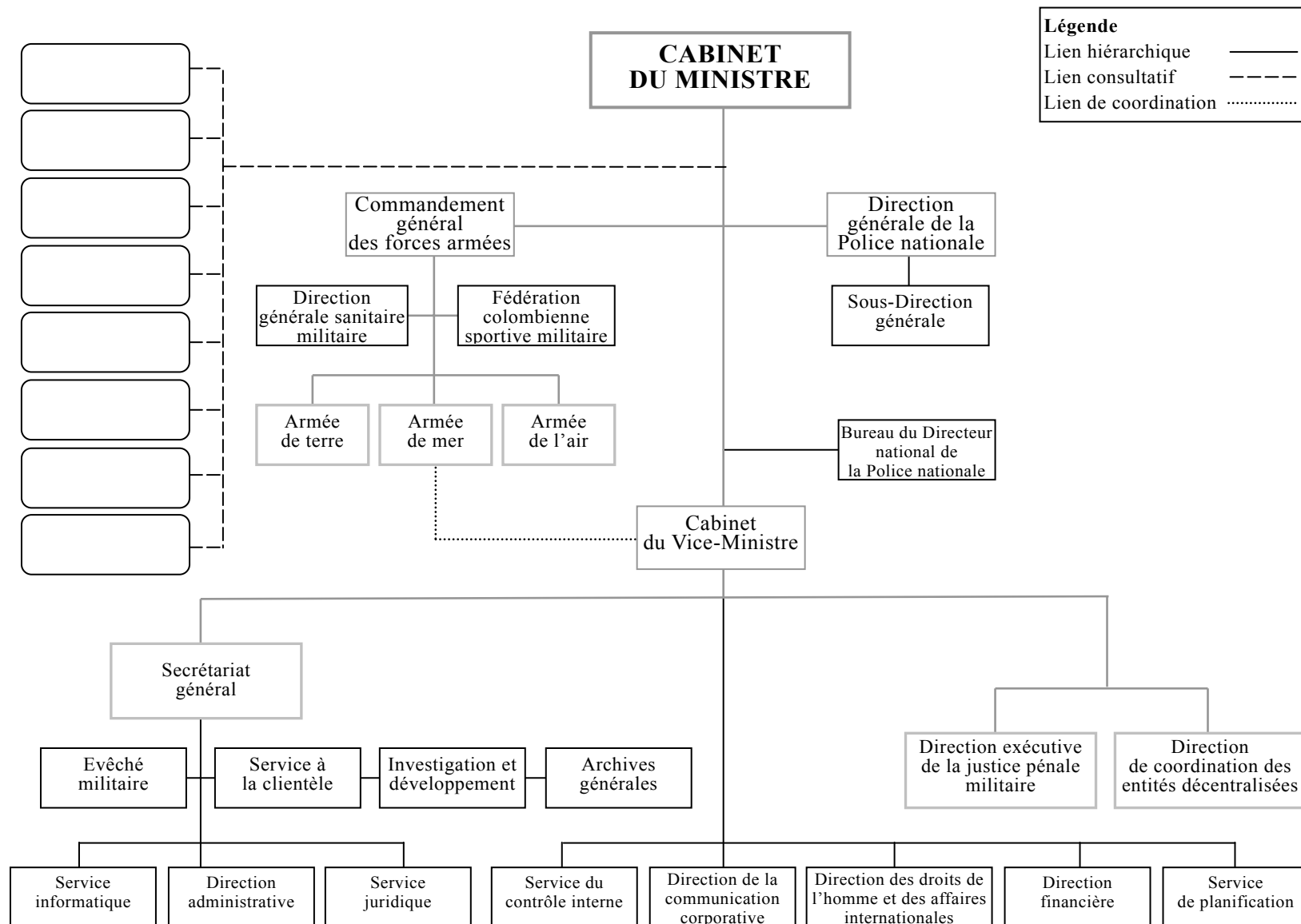


Organigramme du Département administratif de sécurité (DAS)



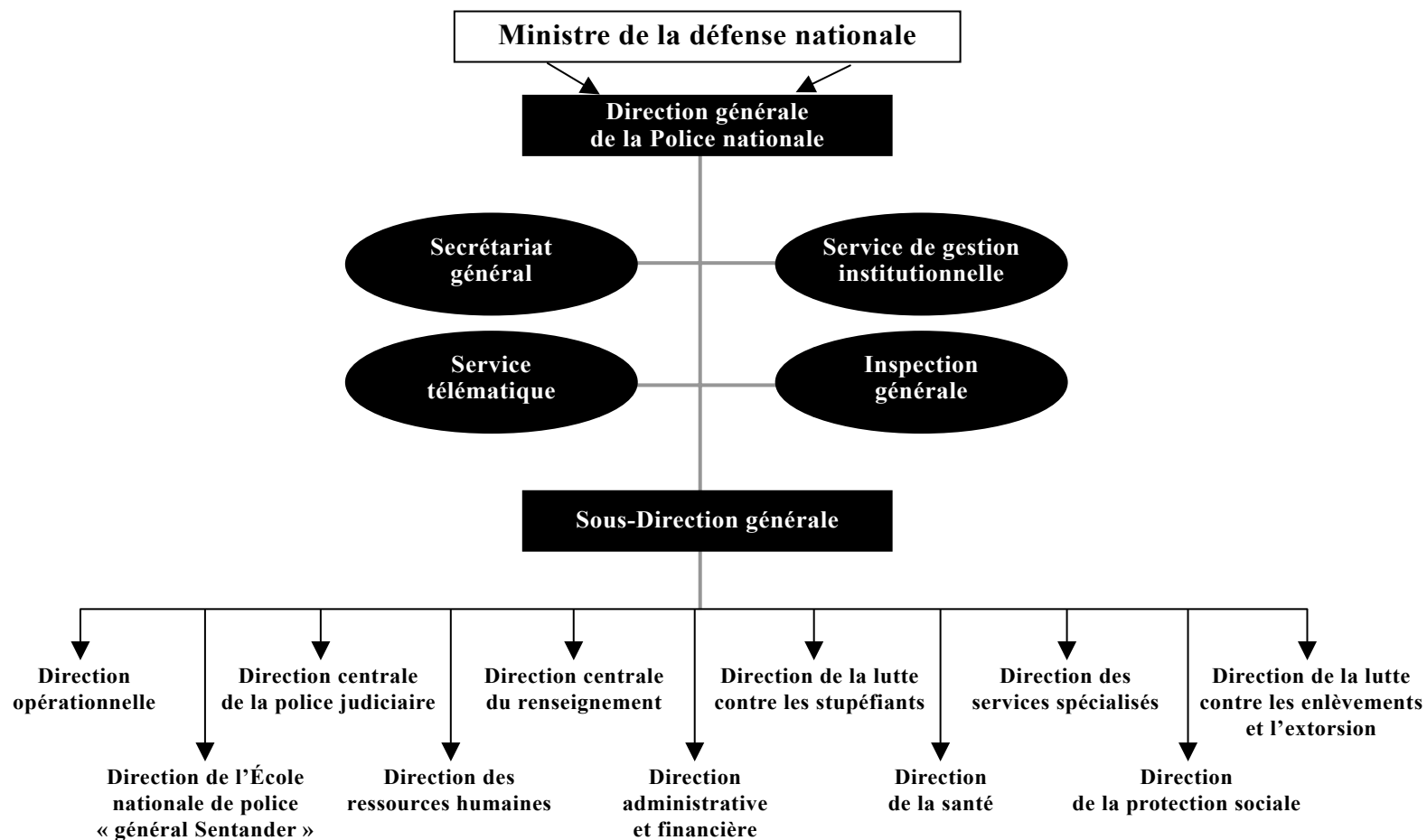
Organigramme de l'Unité administrative spéciale d'analyse financière





Organigramme de la Police nationale

Nouvelle structure organisationnelle
(Décret No 1512)



Organigramme du Ministère des relations extérieures [Décret 2105 (2001)]

